

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

SOMMAIRE

La fête du Caucase	<i>G. G.</i>
Géorgie ! Géorgie !	<i>Jean Martin.</i>
L'expansion japonaise	<i>Dr Mir Yacoub.</i>
Le visage du bolchevisme	<i>I. Tchoulik.</i>
Certains traits du caractère géorgien	<i>Jeanzet.</i>
Ayas Ishaki en Europe	<i>**</i>

Revue de la presse

CHRONIQUE

Caucase du Nord

Ukraine.

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15^e).

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Les deux numéros suivants de Prométhée seront spécialement consacrés à l'étude des « œuvres » et des « réalisations » accomplies au Caucase depuis l'invasion et l'occupation du pays par les Soviets.

La Fête du Caucase

Regard rétrospectif Souvenir ineffaçable

Au mois de mai 1918, le Caucase tout entier décidait de rompre les chaînes qui le rivaient au boulet de Moscou et proclamait son indépendance. D'un élan admirable il redressait la ligne de son évolution normale et, tournant les yeux vers les rivages ensoleillés de la Méditerranée, il emboîtait le pas au mouvement général de la démocratie occidentale. C'est ainsi que se créèrent au carrefour de deux continents les Etats libres du Caucase : le Caucase du Nord, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie.

Le 18^e anniversaire de la proclamation de l'indépendance de ces Etats vient d'être célébré à Paris avec éclat et enthousiasme. Cela prouve d'une façon indiscutable l'indestructible vitalité de l'idée qu'il renferme. Cette idée n'est autre que la liberté des peuples

du Caucase qui, ayant goûté l'enivrante beauté d'une existence indépendante, ne sont nullement disposés à s'incliner devant la force brutale et la politique spoliatrice et dominatrice de Moscou.

La grande presse d'information n'a pas cru devoir consacrer ses colonnes aux manifestations qui se sont déroulées les 24, 26 et 30 mai dans différents locaux de réunion où, en présence d'une foule vibrante et passionnée, le 18^e anniversaire de la proclamation de l'indépendance des Etats caucasiens était cependant célébré avec une incomparable ferveur. Il fallait voir cette foule, entendre ces discours, ces vibrants appels à l'union de toutes les forces des peuples opprimés de l'empire soviétique pour comprendre que plus le temps passe et plus le mouve-

ment libérateur du Caucase devient une force irrésistible appelée à forcer avec l'admiration du monde la porte de l'avenir. Le Caucase doit être libre de l'emprise néfaste de Moscou. C'est non seulement dans son propre intérêt mais aussi dans l'intérêt supérieur de la paix et de la civilisation.

Moscou ressent son écrasante responsabilité. La situation devient de plus en plus intenable, particulièrement depuis son entrée dans la Société des Nations et depuis que tendent ses efforts pour se rapprocher de la démocratie occidentale. Aussi s'apprête-elle à combler tant bien que mal l'abîme qui la sépare des principes fondamentaux de la civilisation européenne. Mais là Moscou se heurte à un obstacle infranchissable qu'elle a créé elle-même : c'est la situation des peuples subjugués dont elle a bouleversé toute

la vie nationale et sociale et ravi la liberté.

N'est-il pas ridicule, en effet, de se poser en défenseur de la liberté des peuples et de tenir en même temps sous le joug le Caucase et tant d'autres territoires étrangers, au mépris de tout droit et souvent en violation flagrante des traités dûment conclus ?

Un Etat agresseur qui garde jalousement le butin de son agression serait-il bien fondé à se plaindre au cas où il serait lui-même victime d'une agression étrangère ? La justice immanente a ses voies mystérieuses. Elle s'achemine à n'en pas douter vers une solution juste et équitable du problème caucasien.

C'est cette certitude qui se dégage de la fête qu'on vient de célébrer à Paris et qui aura ses salutaires répercussions dans tous les milieux intéressés au sort du Caucase. G. G.

Géorgie ! Géorgie !

Nous sommes heureux de reproduire ici cette touchante lettre que M. Martin, directeur du « Journal de Genève » adresse aux

GEORGIENS EN EXIL

L'autre jour, au Grand Conseil de Genève, un ami des Soviets se plaignait que les Italiens eussent pavoisé à l'occasion de la prise d'Addis-Abeba. Spontanément un seul mot, s'échappa des lèvres de nombreux députés : **Géorgie !** Et l'avocat des bolchévistes, pris au dépourvu, ne trouva qu'une piètre réponse : « Nous n'avons pas sorti des drapeaux lorsque, de son plein gré ou de force, la Géorgie fut rattachée à l'U.R.S.S. »

« De son plein gré » quelle ânerie ! Et quelle lâcheté ! Mais voyez quel est l'embarras des défenseurs des Soviets lorsqu'on prononce le nom de la Géorgie : ils n'osent pas reconnaître la réalité du fait historique, ils n'osent pas regarder en face la vérité, ils n'osent pas avouer que la Géorgie a été conquise par la force des baïonnettes. Ils n'osent pas l'avouer, parce qu'alors ils devraient condamner l'action criminelle de l'U.R.S.S. dont ils sont les thuriféraires attitrés.

Pourquoi en ce jour anniversaire de l'indépendance géorgienne, vous parler de cet incident ? Il est, à mes yeux, significatif. L'opinion publique connaît maintenant le caractère sacré de vos revendications na-

tionales. Il y a quelques années, on demandait pourquoi les « Slaves », les « Russes », du Caucase voulaient se « séparer de leurs frères » ; on ignorait tout de l'antiquité de votre race, de votre culture, de votre civilisation ; on confondait Russes et Géorgiens, on ne comprenait pas pourquoi vous ne vouliez pas obéir aux ordres de St. Pétersbourg ou de Moscou.

Aujourd'hui, il suffit que quelqu'un vante le « pacifisme » des Bolcheviks pour qu'aussitôt un cri s'élève : « Géorgie ! Géorgie ! Et, lorsqu'il entend prononcer ce mot de Géorgie, le défenseur des Soviets éprouve un sentiment qui ressemble à celui qui devait hanter l'âme de Cain lorsqu'on prononçait devant lui le nom de sa victime innocente, le nom de son frère Abel.

Qu'ils étaient beaux, les jours de la liberté nationale dans les montagnes du Caucase ! Je revis, par le souvenir, ce magnifique été de 1920 au cours duquel, à Bakouryani comme à Darial, à Batoum comme à Tiflis, j'ai vu déborder la joie de votre peuple. Paysans et ouvriers, citadins et montagnards, hommes et femmes, jeunes et vieux, tous me regardaient avec des yeux brillants, ces yeux de Géorgiens et de Géorgiennes qu'animent le bonheur de vivre, la confiance dans la vie, la volonté de vivre.

Il est cruel de vous les rappeler, en cette année d'exil et d'oppression ? Peut-être. Mais cette cruauté il faut que je l'aie. Et

je puis l'avoir, parce que je sais que rien ne peut abattre votre courage, parce que je sais que la virilité est la vertu dominante du Géorgien. Oui, il faut les rappeler, ces journées d'indépendance recouvrée après des siècles d'oppression, ces journées où joyeux flottait au vent, dans toutes les vallées du Caucase, votre fier drapeau national !

Il faut les rappeler, parce qu'elles ne sont pas seulement les journées du passé, mais aussi les journées de l'avenir. Nous vivons une triste période de régression au cours de laquelle, comme autrefois, la force prime le droit. Mais considérez le cours de l'histoire et vous constaterez, malgré toutes les tristesses de l'heure, que l'humanité progresse lentement. Elle fait aujourd'hui trois pas en arrière, après en avoir fait quatre en avant. Il ne faut jamais désespérer de l'humanité et surtout il ne faut jamais désespérer des justes causes : elles ne s'abandonnent que si on les abandonne.

Et vous n'abandonnez pas la vôtre, la juste cause de la Géorgie. Quand les peuples seront lassés, fatigués, écoeurés des violences des droites extrêmes comme des gauches extrêmes, ils reviendront à une plus juste notion du droit. Ce jour-là sera celui du triomphe de la Géorgie, et nous pourrons célébrer avec une joie profonde l'anniversaire que vous célébrez aujourd'hui dans l'exil et dans l'adversité.

Votre Jean Martin.

L'Expansion japonaise

(Suite)

LA MANDCHOURIE

« Posséder la plus grande partie du globe, dit le professeur japonais Nakaya, et refuser de partager avec une nation qui est trop à l'étroit chez elle,

qui paie d'un dur labeur la possibilité de cultiver un peu de terre, est une chose si injuste qu'une semblable situation ne saurait se prolonger...

« En Australie, en Afrique du Nord,

au Canada, aux Etats-Unis, s'étendent de vastes espaces inoccupés qui attendent d'être partagés. Et bien que les citoyens de ces pays refusent de prendre ces terres, la race jaune se voit interdire l'accès à ces terres. Or, dans le seul Canada, les territoires inoccupés suffiraient pour fournir le froment nécessaire à la moitié du globe. »

Est-ce à dire que les Nippons, désireux de satisfaire leur appétit territorial, ont des prétentions sur lesdits territoires, ou bien est-ce là une simple manoeuvre en vue de justifier leur expansion en des lieux tout différents ? La direction de l'expansion japonaise lui est dictée par la situation géographique, et l'on sait l'importance que joue le facteur géographique dans l'histoire. Pour le Japon, le marché chinois et plus particulièrement la Mandchourie où l'influence japonaise n'a cessé de s'accroître depuis la fin du XIX^e siècle, semblent être son exutoire naturel.

Le premier pas dans la réalisation de son programme d'expansion a été fait du côté de la Chine. Le Japon a consolidé ses positions en Mandchourie d'abord. L'on sait en outre qu'au cours de la grande guerre, le Japon a évincé les Allemands de leur ancienne sphère d'influence du Chantoung ; il a ensuite envoyé son armée en Mandchourie et en a fait une base d'opérations pour sa marche future vers l'Occident, vers le nord et vers le sud, tout d'abord vers la Chine et la Mongolie.

L'une des plus grandes conquêtes du Japon, après l'occupation de la Mandchourie en février 1934, a été la création d'une grande voie de communication ferrée et maritime Tokio-Mandchourie-Mongolie.

Nul n'ignore les circonstances qui ont donné au Japon la maîtrise du chemin de fer de l'Est Chinois, dont l'im-

portance s'accroît encore du fait qu'il traverse les régions les plus peuplées du Mandchoukouo. La partie sud du chemin de fer mandchourien d'une longueur de 715 verstes fut cédée au Japon par la Russie avec tout le matériel, en vertu du traité de Porstmouth qui consacrait la défaite russe. La longueur du chemin de fer de l'Est Chinois que les bolcheviks ont vendu au Japon est de 1.618 verstes. Ces deux voies ferrées sont aujourd'hui propriété du Japon.

Au point de vue économique, ce chemin de fer a une importance considérable pour le commerce en Extrême-Orient. Il est en quelque sorte un chaînon qui unit la Sibérie et l'Extrême-Orient aux pays d'au-delà du Pacifique. En outre, la Mandchourie a transformé son port de Daïren en unique marché d'échanges pour l'Extrême-Orient, portant ainsi un coup mortel à Vladivostok, qui a, de ce fait, perdu son importance économique.

Avec son chemin de fer, la Mandchourie, comme nous l'avons vu, joue un rôle économique considérable non seulement en Sibérie, mais aussi en Mongolie et jusqu'en Chine. Le territoire mandchou est beaucoup plus étendu que la France et l'Allemagne prises ensemble. Par ses ressources minières, par la bonne qualité de ses terres, la Mandchourie a toujours été l'une des meilleures parties de l'Empire chinois. Le commerce extérieur de la Chine se faisait en grande partie par six ports importants de Mandchourie.

Au point de vue *stratégique*, la Mandchourie est un poste d'où l'on peut dominer tout l'Extrême-Orient. Ce n'est pas en vain que le comte Ishi, ancien ministre des Affaires étrangères du Japon, a déclaré que la question mandchoue était pour les Japonais

« non seulement une question de prestige, mais une question de vie ou de mort ». En outre, un rôle non moins important pour la sécurité du Japon est joué par les besoins économiques en Mandchourie, la croissance de la population japonaise ou, pour mieux dire, ainsi que l'affirme le comte Ishi, la surpopulation du pays et sa pauvreté en matières premières sont d'une importance telle en Mandchourie que du fait de ses terres inoccupées et de ses immenses richesses l'on est obligé de la considérer comme une nécessité vitale pour la sécurité nipponne.

C'est ce qui explique toute la politique du Japon par rapport à la Mandchourie lorsque le 1er mars 1932 fut établi le protocole nippo-mandchou qui reconnaissait le gouvernement provisoire mandchou et lui promettait tout l'appui du Japon dans les questions économiques et politiques. Pou-I, ancien empereur de Chine, descendant lui-même de la vieille dynastie mandchoue, a été élu président de cette nouvelle république. Enfin, le 1er mars 1934, la Mandchourie a proclamé son indépendance et son statut d'Etat sous forme d'empire. Pou-I a été couronné sous le nom de Kang-Té. Le Japon a reconnu le nouvel Empire et a conclu avec lui toute une série d'accords sur un pied d'égalité complète, soulignant ainsi l'indépendance du nouvel Etat. Les Mandchous eux-mêmes soutiennent cette indépendance de toute leur force et ils en parlent. Pour eux, le Japon a été le premier pays qui a reconnu cette indépendance et qui lui est venu en aide contre les ennemis du Nord et du Sud. Le Japon, évidemment exerce un contrôle effectif sur le nouvel Etat dont il soutient l'existence.

Il convient d'ajouter qu'en dehors de l'importance économique dont il a été parlé, grâce surtout au chemin de

fer, la Mandchourie jouit d'une importance politique et stratégique considérable. La situation du Japon, sous ce rapport est beaucoup plus avantageuse. En cas de besoin, le Japon peut s'orienter sur la Mongolie, limitrophe avec la Mandchourie. De la station de même nom part la voie la plus courte vers le Kereoulen et Ourga. Il est fort possible que dans cette marche vers les profondeurs de l'Asie, la Mongolie entre aussi dans l'orbite de la politique japonaise et de l'empire japonais, sous une forme ou sous une autre. Quoi qu'il en soit, ce mouvement portera un coup sensible à la Russie. Dès maintenant, Vladivostok peut être considéré comme coupé de la grande voie sibérienne. attendu que de par son état, le chemin de fer de l'Amour ne saurait être pris en considération.

Dans le domaine économique, les pertes de la Russie sont considérables. L'accès de cette dernière à l'océan Pacifique est presque entièrement fermé. Les régions, connues en Extrême-Orient par les richesses en fer et en charbon, ne sont plus de nos jours dans la zone d'influence de la Russie, mais bien sous le contrôle immédiat du Japon qui a obtenu ainsi la possibilité de s'assurer des *matières premières* et tout l'*approvisionnement* nécessaire.

Il est probable que les pertes de la Russie ne se limiteront pas aux seules positions abandonnées par elle. De fait dans un but de défense en cas de guerre, la mainmise sur la province maritime et sur plusieurs ports chinois, ainsi que l'occupation d'une grande partie de la Chine sont envisagées par le Japon. Et l'on dit même qu'en cas de complications, le Japon aurait l'intention de jeter deux ou trois millions de soldats sur le continent.

Comme on peut le voir, le Japon tient dans ses mains, tant au point de

vue militaro-stratégique qu'économique et politique la Chine du Nord, la Mongolie et la Sibérie. Il ne manquera pas, le moment venu, d'en tirer parti pour s'enfoncer plus avant dans l'intérieur de l'Asie.

LE JAPON ET LA CHINE

L'avance japonaise dans le Nord de la Chine n'est qu'une étape. Les plans du Nippon consistent à étendre son influence et à mettre de l'ordre dans les profondeurs de l'Asie, sensiblement ébranlée par l'emprise bolcheviste. Après que les pays d'Asie ont servi, des années durant, d'expérience pour l'extension du bolchevisme et cela, du fait même de l'anarchie qui règne dans la plus grande partie de la Chine, les Etats en bordure de la frontière soviétique ont commencé à réagir. Ils ont trouvé un appui et des encouragements de la part du Japon ; ils ont vu dans l'orientation de sa politique un désir de barrer la route au communisme.

Depuis quelques mois déjà, le Japon a commencé à déclancher une action militaire et diplomatique dans la Chine du Nord. Actuellement, il a obtenu d'appréciables résultats. On peut en juger par l'accord conclu par le gouvernement de Nankin avec les milieux militaires du Japon et dont voici un aperçu :

1) L'administration de deux provinces du Nord, le Hopeï et le Tchahar, sera confié à un « Conseil autonome » nommé par Nankin et composé d'agents nippons plus ou moins notoires ;

2) Ce conseil aura sa « liberté d'action dans le domaine financier » et en partiuciler il aura le droit d'interdire l'application, sur son territoire, de la réforme monétaire annoncée par le gouvernement de Nankin ;

3) Ce conseil sera chargé de contrac-

ter une « alliance militaire avec le Japon et le Mandchoukouo, contre le communisme ».

La collaboration des deux gouvernements dans le Nord de la Chine ne s'arrêtera certainement pas à cette action. Il est fort possible que cet accord étende son effet sur les cinq provinces de la Chine du Nord ; il pourrait bien arriver que l'autonomie de ces cinq provinces soit proclamée afin de mieux mater l'anarchie qui y sévit et dont souffrent les deux gouvernements en premier lieu.

Ainsi, la collaboration entre le Japon et la Chine du Nord, surtout dans le domaine financier, n'exigera plus l'assentiment du gouvernement de Nankin.

Après la conclusion d'une alliance militaire entre les parties intéressées, le Japon consolidera définitivement ses positions dans la Chine du Nord ; ce sera pour lui une nouvelle base en vue d'une nouvelle avance dans les profondeurs du continent asiatique. Le président du nouveau conseil autonome Sun-Tche-Yan a déclaré qu'il avait l'intention de proposer le poste de « premier conseiller japonais » au fameux général Doïhara, chef du service des renseignements de l'armée du Kwantoung, très informé sur les intrigues bolchevistes en Chine et sur les méthodes de travail du Komintern.

Les bolcheviks se rendent parfaitement compte des suites que la collaboration sino-japonaise peut avoir pour eux, dans la Chine du Nord et des événements qui se préparent en Extrême-Orient. Le Japon se contentera-t-il d'un protectorat provisoire sur la Chine du Nord ou étendra-t-il la lutte contre le communisme jusqu'au sud de la Chine ? L'avenir nous le dira. La déclaration du commandant en chef des troupes japonaises dans la Chine du Nord, pu-

blée en septembre dernier, disait textuellement ceci :

« Tant que Tchang-Kaï-Chek et son clan continueront à détenir le pouvoir en Chine, on ne saurait espérer de leur part une politique amicale à l'égard du Japon. Aussi, l'empire japonais est-il obligé d'agir d'une façon indépendante. Il doit, de sa propre initiative, créer une situation qui établira un paradis, la prospérité pour les deux pays, dans une zone déterminée. Ce paradis sera graduellement élargi tant que la Chine n'aura pas été forcée de modifier sincèrement sa politique, ou tant que Tchang-Kaï-Chek et son clan n'auront pas disparu. La Chine du Nord est actuellement la région où cette politique pourrait être menée le plus facilement et le plus vite. »

De cette déclaration, il apparaît que le Japon est fermement décidé d'éliminer l'influence russe sur toute l'étendue du territoire chinois et qu'après avoir détruit jusque dans ses racines l'influence communiste, il rétablira l'ordre pour poser ensuite la question du *statut économique et politique de ce pays*.

De fait si l'on en croit certains bruits, répandus par les ennemis de Tchang-Kaï-Chek, ce dernier aurait conclu un accord secret avec le Japon et il serait prêt à satisfaire ses exigences afin de ne point compromettre sa dictature. Il est tout naturel que ce chef chinois, en raison de l'insuffisance de ses forces, ne veuille point jeter son pays dans un conflit dont l'issue pourrait lui être funeste. Une telle politique de prudence, d'expectative, de concessions forcées, constitue un argument sérieux dans les mains de l'opposition, et plus particulièrement dans celles des Cantonais. Quoi qu'il en soit, le Japon exerce, dès maintenant, un rigoureux contrôle sur la Chine du

Nord et, comme les Japonais eux-mêmes le proclament, l'octroi de l'autonomie au Nord de la Chine est le meilleur moyen de lutter contre le danger communiste. Il faut aussi convenir que le « mouvement d'autonomie et le danger communiste sont deux conceptions étroitement liées entre elles » ; c'est du moins ce que déclare le journaliste Vashio (*Transpacific*, 14 novembre 1935). L'armée rouge est inexistante dans le Nord de la Chine, mais sa présence dans le Sud suffit pour faire sentir son influence dans le Nord et en Mongolie, ce qui va à l'encontre des plans japonais. La lutte contre le Kominintern constitue le but principal poursuivi par l'armée japonaise, lutte qu'elle réalise par étapes, avec méthode, ne laissant derrière elle aucun élément dangereux ou nuisible.

Dans la lutte contre la propagande soviétique et contre l'armée rouge chinoise, le Japon assume le rôle de gendarme. S'il est vrai que le Japon porte atteinte aux intérêts politiques de la Chine, il est vrai aussi qu'il lui assure l'ordre et la tranquillité, ce qui n'est pas sans quelque avantage pour la politique chinoise, aussi bien que pour la politique internationale. C'est ce qui explique que l'ingérence du Japon dans les affaires intérieures de la Chine et jusqu'à la conclusion d'une alliance militaire trouve de nombreux partisans en Chine même. Cette ingérence politique et militaire dans les affaires de Chine n'est pas seulement limitée aux deux provinces chinoises du Nord, mais elle semble s'étendre sur les provinces du Sud, notamment sur le Chan-si, le Kouangsi, le Setchouan.

Bien que la Chine occupe une place considérable dans le monde, de par son énorme population, sa culture séculaire, son art original et son authentique philosophie, ce qui lui a donné la possi-

bilité d'apporter son tribut à la civilisation, ce peuple n'est pas capable de tenir son rang de « nation » dans le vrai sens du mot. Cela s'explique du fait du peu de développement de son industrie et de l'absence d'organisation de son armée, incapable d'assurer la garde des frontières. La conception de « nation » et de « nationalisme » n'a pas encore évolué au point de faire fusionner ces masses disparates et d'en constituer un bloc monolithe. C'est pourquoi l'immixtion étrangère dans les affaires intérieures du pays trouve des partisans dans certains milieux cultivés de la Chine. La pénétration japonaise dans le cœur de l'Asie mérite une attention toute spéciale ; il convient de la juger du point de vue de l'actualité. Nombreux sont ceux qui prétendent qu'en agissant ainsi, les Japonais sont dans leur droit, au point de vue économique ; or, il n'est guère possible de faire une démarcation entre les points de vue économique et politique. A vrai dire, la politique est au service de la partie économique.

La pénétration du Japon en Mandchourie et la diffusion de son influence sur la Chine du Nord ne pouvaient manquer d'amener cette puissance aux portes de la Mongolie. Ici, le Japon se heurte à un rival puissant en l'Union soviétique qui a déjà pris position en Mongolie et qui dicte sa loi à Ourga. Il n'est donc pas sans intérêt de donner un aperçu de la situation en Mongolie intérieure et extérieure à ce jour.

LA MONGOLIE

En 1924, un congrès, officiellement dénommé « III^e Congrès Soviétique Mongol », composé en majeure partie de Bouriates de Sibérie d'orientation soviétique et baptisés Mongols pour

cette occasion, se réunit à Ourga. Le « parti populaire » s'était constitué en 1921, aussitôt après la défaite du fameux baron Ungern-Sternberg.

La question qui intéressait le plus les Mongols était celle de l'autonomie. Au début, les Soviets leur promirent solennellement leur appui en vue de leur complète indépendance, mais en la personne de leur tout puissant conseiller Borodine, les Soviets, comme en toutes circonstances, menaient des pourparlers secrets, si bien qu'en 1924 ils reconnurent la souveraineté de la Chine sur la Mongolie et ils acceptèrent de signer un traité à cet effet avec la Chine. Les tentatives faites par les Mongols, à l'époque, pour avoir des explications à ce sujet furent sans résultat. S'appuyant sur les forces mises à leur disposition, Russes et Bouriates se sentaient les maîtres de la Mongolie et ils en profitèrent pour abuser de cette situation au point de susciter des « désaccords » dans le pays et des revendications de la part des patriotes. Parmi ces derniers se trouvait le commissaire Daouzaou, vice-président du Conseil, chaud partisan du mouvement révolutionnaire et d'une alliance avec les Soviets. Sur les instances du bouriate Rinkino, créature du Komintern, ledit commissaire fut arrêté et puis jugé et fusillé dans les 24 heures.

De ce moment commence la dictature du Komintern à Ourga et dans toute la Mongolie extérieure. Les Soviets se sentirent maîtres de cette région d'Extrême-Orient. Le comte Sforza, ambassadeur d'Italie à Pékin, écrivait en 1928 que les Soviets avaient entouré ce pays d'une « véritable muraille chinoise ».

Les vrais nationalistes mongols, fuyant la terreur des Soviets, passèrent en Chine, pays avec lequel Moscou la Rouge ne cessait de jongler. Mais en dépit de l'amitié qui la liait aux So-

viets, la Chine donna asile aux chefs mongols.

L'on sait que Pékin compte une forte colonie de Mongols ; ce sont eux qui préparent en ce moment l'indépendance de leur pays ; il convient de signaler que la Chine, elle-même, a fait preuve de libéralisme par rapport à la partie de la Mongolie qui porte le nom de Mongolie extérieure. Le libéralisme de Pékin est tel que les Mongols ont pu y créer un culte de Gengis-Khan et que, annuellement des fêtes commémoratives sont organisées le jour de la naissance de ce grand conquérant qui, il y a déjà plusieurs siècles, tira la Chine de l'anarchie et lui rendit l'ordre et la tranquillité dont elle avait besoin.

Après avoir donné l'autonomie à la Mongolie intérieure, la Chine, vraisemblablement avait l'intention de devancer les événements qui s'annonçaient en Asie orientale. A la question mandchoue venait s'adjoindre le problème mongol appelé à donner naissance à un mouvement gros de conséquences politiques sur le continent asiatique. Partagés en trois zones d'influence les Mongols manifestent des idées d'indépendance qui semblent vouloir faciliter leur union. Trois forces suivent attentivement l'évolution de ce mouvement : la Chine, l'U.R.S.S. et le Japon ; les deux premières sont intéressées au maintien du *statu quo* en Mongolie. Mais avec la constitution d'un Etat mandchou que couvre la province mongole autonome de Nsinghia limitrophe aux deux Mongolies, intérieure et extérieure, ainsi qu'avec la nouvelle voie ferrée stratégique, la situation a changé. En Extrême-Orient, les observateurs politiques pensent à présent attendre le développement des événements en Mongolie. Le malheur du peuple mongol réside en ce que ses enfants sont partagés en trois orientations dif-

férentes et qu'en cas de complications, une guerre fratricide entre individus de même nationalité n'est pas exclue. Cette éventualité est envisagée par l'état-major général japonais qui de ce fait s'y prépare avec prudence. De leur côté, les Soviets préparent fiévreusement la défense de la Mongolie extérieure contre les Japonais. Dans les arsenaux d'Ourga l'on forge nuit et jour des armes. D'après certaines informations parues dans les journaux l'on compterait déjà près de trois cents avions en Mongolie extérieure ; cinquante d'entre eux se trouveraient sur la route d'Ourga à Kalgan. En un mot, les Soviets feraient l'impossible pour armer « jusqu'aux dents » la Mongolie extérieure et pour organiser une puissante armée capable de s'opposer aux Japonais en cas de guerre. Dans ce but, les Soviets mettent à la disposition des Mongols les armements nécessaires, parmi les plus modernes. Dans le même temps, tout un réseau de routes a été créé et tous les Mongols, de 20 à 40 ans, répondant aux conditions imposées par le recrutement sont divisés en classes. Les Soviets eux-mêmes maintiennent à Ourga un ou deux régiments, soi-disant pour garder la légation soviétique à Ourga.

Pour le moment, la paix règne entre Russes et Japonais ; inutile d'ajouter qu'ils ont toujours les armes sous la main ; de part et d'autre de la frontière russo-mandchoue des blockhaus ont été édifiés pour servir d'abri en cas de bombardement aérien ; les voies ferrées sont doublées, multipliées en vue de la possibilité d'y faire circuler des tanks.

L'on se souvient que la grande ligne transmandchourienne a été vendue au Mandchoukouo après un marchandage véritablement épique. Cependant la Mongolie, ou pour mieux dire, les Mon-

gols sont toujours là. De temps à autre, un court communiqué de l'agence japonaise *Rengo* ou de l'agence soviétique *Tass* annonce en la commentant, l'avance japonaise par delà la frontière mandchoue ; il faut bien, il est vrai, reconnaître que ces frontières sont bien imprécises.

Le 18 janvier dernier, le télégraphe a porté à la connaissance du monde que la Mongolie intérieure avait proclamé son indépendance. Le correspondant de Pékin du *Daily Herald* commentait ainsi cet événement :

« Le Japon a porté un nouveau coup à la Chine. La Mongolie intérieure qui jusqu'à ce jour se trouvait sous la domination du gouvernement de Nankin, vient de proclamer son indépendance. Dorénavant, cepedant, elle va être contrôlée par Tokio. »

Nous voyons donc qu'en Mongolie, l'influence russe est battue en brèche et que dès maintenant le Japon y occupe une position dominante.

La marche des événements indique que sur une vaste étendue du continent asiatique, en Mandchourie, dans la Chine du Nord et en Mongolie, les Japonais sont en fait les maîtres de la situation. Cette expansion politique et économique du Japon trouve encore un soutien psychologique particulier sous la forme d'une idéologie pan-asiatique sur laquelle il convient de s'arrêter ici.

LA DOCTRINE

De nos jours, le Japon étend de plus en plus sa sphère d'influence et d'occupation sur le continent asiatique.

Dans sa marche en avant, le Japon s'appuie sur sa puissante armée, sur son habile diplomatie et aussi sur l'idéologie qu'il a lancée dans l'arène. Et c'est ainsi que pour mieux appuyer leur expansion sur le continent asiatique, les hommes politiques du Japon

ont lancé le mot d'ordre de « pan-asiatisme ». Sous ce rapport, les Japonais n'ont fait qu'imiter les Etats-Unis d'Amérique. L'on sait que lorsque les Etats-Unis obtinrent leur liberté après la « guerre de l'indépendance » et qu'ils eurent consolidé leur situation politique, une offensive fut déclenchée contre les systèmes coloniaux des puissances européennes sur le continent américain. Cette offensive fut motivée par le fait que les Russes, s'étant solidement établis en Sibérie, franchirent le détroit de Behring sur la glace, débarquèrent en Alaska et descendirent le long des côtes du Pacifique jusqu'en Californie. Là, les Russes se heurtèrent aux Américains des Etats-Unis, et pour barrer la route à cette invasion, le ministre des Affaires étrangères, John Kwensee Adams, eut l'idée de proclamer que du jour où les Etats-Unis étaient devenus indépendants, le continent américain avait changé d'aspect, et qu'en conséquence toute colonisation nouvelle y était interdite, et il ajoutait que de même qu'en Europe la colonisation s'y trouvait interdite, pour les mêmes raisons l'Amérique ne pouvait l'accepter chez elle. Cette situation se précisa encore en 1823, grâce au message du président de la grande république américaine, Monroë, par la phrase devenue célèbre : « L'Amérique aux Américains ». Aujourd'hui, les Japonais se réclament de cette doctrine et, à leur tour, ils ont lancé le mot d'ordre : « L'Asie aux Asiatiques ». Les hommes d'Etat japonais ne manquent pas de souligner que leur pays possède en Asie des *intérêts spéciaux*. Ces intérêts ont été lésés par les Européens aussi bien que par les Américains et, d'une manière générale, le Japon est appelé à défendre les peuples d'Asie de l'oppression européenne et américaine. Avant de quitter la Société des

Nations, les Japonais déclarèrent que le Japon est responsable de la paix et de la sécurité en Extrême-Orient. Le premier ministre, M. Uchida, fit connaître *urbi et orbi*, du haut de la tribune de la Chambre, le rôle que le peuple japonais était appelé à jouer par rapport aux peuples d'Asie. Dans son discours, le comte Uchida, s'appuyant sur le statut de la S.D.N., déclara que ledit statut prévoit fort sagement que les rapports locaux doivent être respectés. Dans cet ordre d'idées, ajouta-t-il, « notre gouvernement est convaincu que tout projet de paix en Extrême-Orient doit reposer sur la reconnaissance du fait que les forces créatrices du Japon sont le pivot de la tranquillité dans cette partie du monde ». Ensuite, le comte Uchida développa ses idées dans un mémoire où il est dit : « Les intérêts japonais en Chine sont de beaucoup plus importants que ceux des autres puissances. Dans les provinces litigieuses surtout, ces intérêts sont plus considérables que ceux des Etats-Unis dans l'hémisphère occidental, notamment au Mexique et dans les républiques du centre-Amérique. »

Cette doctrine a en vue sans aucun doute le continent asiatique ; elle vise plus particulièrement la Russie. Bien que la formule : « L'Asie aux Asiatiques » embrasse les îles de l'océan Pacifique qui se trouvent dans le voisinage du continent asiatique, la déclaration touchant à l'organisation pan-asiatique dit en substance ce qui suit :

« Le pan-asiatisme est en général considéré comme ne s'appliquant qu'au continent asiatique, mais les îles qui entourent l'Asie sont peuplées par des races asiatiques et le pan-asiatisme doit s'étendre à elles. Le Japon, centre du mouvement, n'est-il pas lui-même presque île malaise, les Philippines, un pays d'îles ? L'Annam, le Siam, la

Java, Sumatra et les autres îles et presque îles de l'Asie du Sud-Ouest sont pour le pan-asiatisme d'une importance égale à la Chine du Nord et aux steppes de la Sibérie orientale. Le pan-asiatisme ne doit pas finir avec l'organisation du Mandchoukouo et de la Mongolie et de la collaboration nippo-mandchoue. Le domaine du pan-asiatisme doit s'étendre sur terre jusqu'au Turkestan, sur mer jusqu'au canal de Suez lequel mène à l'océan Indien. »

Bien que cette doctrine soit dirigée contre toutes les puissances coloniales, sa pointe principale vise la Russie. On se rappelle qu'en 1915, le Japon ayant occupé Kiaotcheou, conclut un accord avec la Chine en vertu duquel, dorénavant, aucun port, aucune crique, aucune île ne serait cédé aux étrangers.

De nos jours, la politique mandchourienne du Japon, l'occupation de la Chine du Nord et les plans futurs concernant la Mongolie et la Sibérie sont basés sur le principe du pan-asiatisme. Comme autrefois les Américains des Etats-Unis qui déclaraient ne reconnaître que la possession effective des colonies et leur exploitation matérielle et non la possession nominale, les Japonais aujourd'hui agissent de même envers la Russie. Les Japonais disent que la Russie n'a occupé le continent asiatique que militairement, sans qu'aucun travail constructeur ni créateur ait été entrepris par elle. Quant à la politique japonaise envers la Chine, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire une opinion du comte Ishi, exprimée dans son article paru dans la revue américaine *Foreign Affairs* : « Notre politique en Chine, écrit-il, est à vrai dire basée sur la conviction que la naissance sur le territoire de ce pays d'un *Imperium in Imperio*, oeuvre d'une grande tierce

puissance ou d'un groupe de nations non seulement porte atteinte à l'intégrité de la Chine, mais ne saurait convenir à notre propre sécurité. Notre action, sous ce rapport, repose sur les mêmes principes que la doctrine américaine de Monroë. »

On aura beau juger et critiquer la théorie du « pan-asiatisme », on ne saurait nier son immense importance politique. Certains écrivains japonais estiment que pareillement à la doctrine de Monroë qui au milieu du XIX^e siècle servit de stimulant à la libération sud-américaine de l'impérialisme espagnol, et de même que la doctrine qui proclame « l'Amérique aux Américains » a enfanté des hommes politiques tels que Simon Bolivar, la doctrine qui prêche « l'Asie aux Asiatiques » trouvera un écho dans l'âme des peuples asservis d'Asie. Il fut un temps où l'on accusa les Etats-Unis de sentiments intéressés par rapport à l'Amérique du Sud ; or, de nos jours, l'Amérique du Sud présente un ensemble d'Etats indépendants, libres de toute dépendance politique et de toute influence des Etats-Unis. Tout le secret de la doctrine japonaise réside dans le fait de savoir si elle marchera sur les traces de l'Amérique et si elle contribuera à libérer les peuples asservis, ou si elle tirera simplement parti de ces peuples en tant qu'instruments dans les mains des impérialistes japonais, en les jetant contre les Européens ou contre les Américains. Dans ce cas, ces peuples deviendraient l'instrument de sa propre expansion. L'avenir nous le dira.

Très importante est la déclaration faite à ce sujet par le professeur japonais Nakaya :

« Grâce au mouvement du panasiatisme, les peuples de l'Asie du Sud-Ouest, c'est-à-dire les indigènes des colonies d'Extrême-Orient soumis aux pays de l'Europe occidentale, se réveilleront. Ils prendront une conscience plus nette de leur communauté d'origine. Les peuples des colonies européennes souffrent des exactions des puissances qui les dominent, des barrières douanières qui leur interdisent l'achat des marchandises japonaises et leur imposent l'usage des produits européens qu'ils n'aiment pas et qui coûtent cher. Tout cela renforce leur sentiment antieuropéen et le mouvement pour un réveil des races en est très avantagé. »

Ainsi que nous l'avons signalé, la doctrine pan-asiatique du Japon va à l'encontre des intérêts de toutes les puissances coloniales d'Europe, plus particulièrement de la Russie. C'est pourquoi, à l'exception d'une seule, l'expansion japonaise ne saurait trouver d'appui parmi les puissances européennes. L'Allemagne, faut-il le dire, est cette puissance qui n'élève aucune objection à ce sujet, mais à son tour, elle cherche une issue dans une autre direction. C'est sur la Russie, en tant que territoire plus favorable à son expansion, qu'elle porte ses regards.

C'est la concordance des intérêts du Japon et de l'Allemagne qui explique le rapprochement politique entre ces deux peuples. C'est aussi ce qui explique que de temps à autre, paraissent dans la presse, des informations signalant le développement de ce rapprochement.

Dr. Mir YACOUR.

(A. suivre.)

Le visage du bolchevisme

L'un des contemporains de la lutte pour l'indépendance des colonies d'Amérique, le grand économiste et philosophe français Turgot, écrivait dans une lettre privée, quelques semaines après le traité avec les colonies soulevées en 1778 : « L'on ne doit pas maintenir la domination d'une nation sur une autre par les armes ; la tyrannie d'un peuple à l'égard d'un autre peuple est ce qu'il y a de plus cruel et de plus insupportable ». A cela nous pouvons ajouter qu'il est dur d'essayer d'opprimer un peuple fermement résolu d'être libre. Les peuples opprimés doivent devenir libres et, non seulement au nom de leurs intérêts personnels, mais aussi dans l'intérêt même de l'humanité. Les peuples doivent être libres et vivre en paix sans ces chaînes que le pouvoir soviétique leur a forgées sous le couvert d'un soi-disant bienfait humain. D'entre tous les problèmes qui se posent devant les autorités soviétiques il n'en est pas de plus inquiétant, de plus cuisant pour les bolcheviks que celui touchant au problème des nationalités. Le décret du 3 novembre 1917 fut l'un des premiers actes des bolcheviks dans ce domaine, après qu'ils se furent emparés du pouvoir. Par ce décret, le droit des peuples qui constituaient alors la Russie à se gouverner eux-mêmes était reconnu. Ainsi, l'un des idéaux les plus élevés de la Révolution à ses débuts apportait dans l'âme des peuples opprimés l'espoir de voir enfin triompher leurs aspirations séculaires d'une vie indépendante. Cependant, cet espoir fut de courte durée et le mensonge bolchevik apparut dans toute sa crudité. Pour tout observateur

attentif, ce revirement bolchevik ne paraîtra pas autrement surprenant. Nous avons eu maintes fois l'occasion de rappeler que la tactique du bolchevisme, comme l'entendent ses dirigeants, consiste à s'accommoder des exigences du moment, tout en conservant intacts les principes établis, basés sur la violence, sur la négation de toute morale, du droit, de la dignité humaine. L'asservissement économique et spirituel, l'oppression instituée par les bolcheviks sont autant de facteurs créés par leur régime pour rendre plus pénible, et partant plus complexe, la vie au pays des Soviets. Nous avons eu maintes fois l'occasion de signaler dans le présent organe, les violences, les vexations, les souffrances, les humiliations imposées par les bolcheviks russes aux peuples asservis de l'Union soviétique. Nous avons décrit les abus commis au nom d'une dictature du soi-disant prolétariat sur le prolétariat russe en général et sur la population allogène en particulier ; nous avons vu s'organiser des institutions de police d'Etat, telles que la *Tchéka* dont le nom est resté synonyme de souffrance, de haine, de cruauté.

La situation du pays des Soviets, vingt ans bientôt après l'établissement de ce pouvoir est, quoi qu'en disent leurs journaux, bien loin d'être brillante : misère générale, baisse considérable de la production agricole, état lamentable des transports, arrêt presque complet de la plupart des usines et des fabriques, ruine de l'industrie et du commerce, conditions de vie impossibles pour la classe ouvrière et paysanne, etc. ; tel est le tableau de la

Russie d'aujourd'hui sous le régime bolchevik. Il est vrai que les Soviets s'efforcent d'expliquer cet état de choses comme suites tragiques de la guerre. Mais alors pourquoi les autres pays qui ont aussi fait la guerre, et plus particulièrement les pays vaincus dont les richesses naturelles ne sont en rien comparables à celles de l'Union soviétique, ne connaissent point les souffrances que subissent les peuples de la Russie des Soviets ?

La force réelle, l'importance des républiques nationales, nées de la révolution russe sur le territoire de l'ancien empire des tsars apparaissaient aux yeux des bolcheviks comme autant d'ennemis, placés en travers de leur route, dans leur marche révolutionnaire envahissante, aussi fallait-il gagner leur sympathie par des promesses de tout ordre afin de mieux les briser ensuite. Ces victoires, leurs victoires, sont annuellement fêtées en présence des représentants des Etats démocratiques. C'est la commémoration de la révolution d'octobre qui fit naître tant d'espoirs et qui apporta tant de déceptions. La préparation à ces fêtes, la propagande à laquelle se livrent les Soviets à l'approche de l'anniversaire d'octobre laissent apparaître les buts intéressés que poursuivent les bolcheviks par delà leurs frontières. Nul n'ignore que tout en s'efforçant de se rapprocher des « pays bourgeois » les bolcheviks mènent une lutte acharnée contre leurs systèmes politiques de gouvernement. Et l'on sait aussi que ce rapprochement est dû au fait que les Soviets se sentent menacés par les plans agressifs de la nouvelle Allemagne. Il suffit pour se rendre compte des sentiments qui animent les chefs du bolchevisme, de lire les mots d'ordre lancés au moment des fêtes de la révolution d'octobre. Chacun de ces mots

d'ordre est une indication à laquelle les militants de tous les pays sont tenus de se conformer pour briser ce qui reste des forces « bourgeoises et capitalistes ». Il s'agit tout d'abord de semer le trouble dans les esprits, de jeter les peuples dans une guerre fratricide qui permettrait aux éléments de désordre de préparer la venue au pouvoir du communisme. Peut-on croire aux belles paroles des diplomates soviétiques lorsqu'ils affirment que la cohabitation de deux systèmes dans le monde, autrement dit du régime communiste et du régime bourgeois est possible ?

Est-ce que par hasard les sections polonaise, américaine, française, italienne, etc., du Komintern qui siègent à Moscou seraient sur le point d'être dissoutes ? Non, pas que nous sachions ! Bien au contraire, leur activité ne fait que s'accroître. Dans le temps même où M. Litvinov se rendait en Amérique pour y faire connaître certains projets d'amitié et d'alliance, la puissante station de radio à Moscou diffusait à travers le monde les horreurs des bas-fonds de New-York, les souffrances de la classe ouvrière américaine, etc. Il n'est pas douteux qu'en présence d'une telle anomalie, les citoyens soviétiques ont dû se demander pourquoi l'un de leurs « dirigeants » s'efforce tant de gagner l'amitié de ces « malheureux » pays d'Amérique dont il escompte des crédits. Le simple communiste peut expliquer à la rigueur que les « chefs dirigeants » tireront d'abord parti de la « bêtise des bourgeois » avant que de décider de leur sort en fomentant une révolution intérieure par la voie du Komintern. Il est vrai que Moscou s'efforce de prouver que le régime soviétique est complètement indépendant des « Komintern » et « Profintern ». Personne cependant ne se laissera prendre de nos jours à

ces vaines explications ; nul n'ignore en effet que les décrets signés par le chef du gouvernement sont d'abord approuvés et signés par les chefs du parti. Cette circonstance ne saurait échapper aux hommes d'Etat des autres pays lorsque les nécessités de la politique du jour les amène à négocier avec un gouvernement qui s'appuie sur un régime si complexe, si différent du leur.

Lorsqu'en 1934, la presse de la Russie soviétique accorda une attention toute particulière au XV^e anniversaire de l'Internationale communiste, s'efforçant d'en expliquer toute l'importance, sa portée mondiale, la presse des pays occidentaux feignit de l'ignorer. Pour l'Occident, ce fait semblait n'intéresser que les bolcheviks. Faut-il rappeler à ce sujet qu'il y a dix-sept ans, Lénine, dans un de ses articles paru dans la *Pravda* du 5 mars 1919 soulignait l'importance de cet événement. La III^e Internationale créée dans le pays des bolcheviks, disait-il, doit être l'organisme indispensable de la révolution mondiale, un moyen pour transporter les méthodes et les buts du bolchevisme russe sur l'arène internationale. Si maintenant nous examinons l'activité de cet organisme telle qu'elle nous est décrite dans ledit numéro de la *Pravda*, au cours de ces quinze années, nous pourrions constater que ses directives ont été fidèlement et énergiquement exécutées. Il est possible que sur le plan international, l'or-

ganisme moscovite ait changé de tactique, en raison des événements, par opportunité, mais les buts à atteindre sont restés immuables. De par son essence, le Komintern est l'ennemi mortel du monde bourgeois. En lui s'incarne et agit l'état-major du bolchevisme en vue de la révolution mondiale.

C'est au siège de cette institution, à Moscou, que se préparent les plans et les moyens de déclencher les troubles, les grèves et autres ferments de guerre civile, là que se conçoivent la démoralisation des armées étrangères, les méthodes de lutte, les mouvements antinationaux. Le Komintern a tout fait pour populariser dans le monde les principes qui régissent le bolchevisme, tels que le mépris, la haine de tous les partis autres que le parti communiste-bolchevik, des classes dirigeantes des pays bourgeois, c'est-à-dire de tout ce qui incarne le progrès et la civilisation.

En présence de la crise morale et politique qui sévit de nos jours sur le monde, il n'était pas sans intérêt de rappeler les plans machiavéliques que conçoivent les militants bolcheviks de Moscou.

En ces heures difficiles, nous autres, représentants des peuples opprimés qui jouissons en terre étrangère de la possibilité d'exprimer nos sentiments, déclarons que, comme par le passé, nous continuerons à démasquer le vrai visage des bolcheviks et à lutter pour la liberté et l'indépendance de nos pays respectifs. Ibrahim TCHOULIK.

Certains traits du caractère géorgien

Quelle amère ironie du sort ! Du point de vue de la petite Géorgie évidemment, la question de la sainteté des traités internationaux revient à l'ordre du jour avec une acuité toute particulière ; elle revient juste au moment de l'anniversaire de la violation par Moscou la Rouge du traité de reconnaissance de l'indépendance de la Géorgie, signé par elle, et de l'entrée de l'armée rouge dans les limites de ce petit et paisible Etat.

Mais ce qui est encore plus pénible, c'est de voir avec quel cynisme l'auteur de ces violences d'hier, se pose en défenseur du droit.

Au mois d'avril 1920, le Gouvernement moscovite, sans qu'il y fut forcé, et en toute liberté, — la petite Géorgie ne pouvait évidemment l'y contraindre, — signe un traité avec elle, en vertu duquel il reconnaissait sans réserve son indépendance et renonçait à toute revendication territoriale. Or, dès le mois de février, c'est-à-dire moins de douze mois après, alors que l'encre du traité n'avait pas eu encore le temps de sécher, l'armée rouge, sans déclaration de guerre et sans motif aucun, envahit inopinément le territoire géorgien et l'occupe.

La résistance qu'opposa aux envahisseurs le peuple géorgien qui était loin de s'attendre à une telle perfidie suscita l'admiration du monde, et l'acte de violence commis par Moscou, souleva également l'indignation et la réprobation de tous.

Au cours de ses dix années d'existence, la revue *Prométhée* n'a cessé de signaler cette abominable atteinte portée au droit et à la justice. Mais le mal commis par la force brutale et incul-

te du bolchevisme est tel qu'on n'en soulignera jamais assez la profondeur de l'indignation qu'il soulève.

Au quinzième anniversaire du malheur qui a frappé la Géorgie, il a paru nécessaire de rappeler la cruelle oppression dont est victime le peuple géorgien. Nous ne parlerons pas des destinées historiques de ce petit, mais combien glorieux pays dont les souffrances sont connues de tous, nous nous bornerons à signaler deux ou trois traits de caractère susceptibles peut-être d'expliquer les particularités du peuple géorgien, la vie de ce peuple et de le rendre plus familier à ceux dont le coeur sait mesurer l'élévation de sa noblesse et de ses sentiments.

Tout chacun qui a eu l'occasion d'entendre parler de la Géorgie, qui en a même une vague idée, n'est pas sans savoir que l'histoire du peuple géorgien compte plus de deux mille ans d'existence, que déjà l'Assyrie, Babylone et l'Egypte étaient témoins de sa vie d'Etat et se trouvaient en relations suivies avec lui, que le christianisme pénétra en Géorgie presque aussitôt après son apparition, et qu'à partir de la deuxième moitié du IV-ème siècle il devint sa religion nationale. A ces faits il convient d'ajouter la lutte séculaire de ce petit peuple pour la croix et la religion chrétienne contre les Arabes, les Mongols, les Persans et les Osmanlis qui successivement envahirent la Géorgie. Si, de nos jours, jetant un regard sur cette période profondément tragique de l'histoire au cours de laquelle on aperçoit de courts moments de tranquillité qui, par rapport aux périodes de guerres et de do-

mination des différents conquérants, apparaissent ainsi que de petites oasis dans d'immenses déserts, l'on est saisi d'un sentiment de profond respect à l'égard de ce peuple. L'on est frappé, en effet, de voir comment après chaque invasion de forces étrangères qui transforment le pays en amas de ruines, et leur nombre fut innombrable, la Géorgie, grâce à sa vitalité, à l'énergie de son peuple, à sa foi dans un avenir meilleur se relève de ses ruines et se reprend à construire.

Cette force vitale intérieure du peuple géorgien, contemporain de Babylone et de l'Assyrie, lui valut de conserver son individualité jusqu'à ce jour, et quant à sa foi ardente en des jours meilleurs, elle est aujourd'hui plus forte que jamais.

Nous avons dit précédemment que nous nous abstiendrions de parler de l'histoire de la Géorgie, aussi considérons nous que ce qui vient d'être dit n'est point un exposé de cette histoire; nous nous excusons toutefois d'avoir retenu le lecteur sur ce bref aperçu.

L'observateur contemporain de la vie géorgienne, non de celle qui embrasse la courte période actuelle du bolchevisme que nul ne peut observer, mais de la vie d'avant-guerre n'a pas été sans remarquer une certaine indifférence du peuple géorgien envers la religion. Nous ne voulons pas dire que les dimanches et jours de grande fête, le peuple en général, ne se pressât dans les églises, n'observât le carême et ne remplît point ses devoirs religieux. Non, toutes ces formes extérieures du culte étaient rigoureusement et librement observées, toutefois en observant de plus près ces manifestations religieuses et en les comparant à celles pratiquées en Europe par les catholiques et par les protestants, aussi bien que par les orthodoxes de

Russie l'on pouvait constater une différence sensible facilement acceptée comme de la froideur dans les questions religieuses. L'on se demande dès lors pourquoi ce peuple qui, au cours des siècles versa maintes fois son sang pour défendre la foi de ses pères, qui marcha sous le signe de la croix, qui créa son immuable unité est devenu l'un des moins religieux, l'un des moins fanatiques. Est-ce bien vrai cependant qu'un changement s'est produit, dans le caractère religieux du peuple géorgien, que sa foi s'est trouvée quelque peu ébranlée, que cette foi pour laquelle les ancêtres ont combattu, apparaît de nos jours sous un aspect bien plus terrible aux yeux de l'observateur contemporain ?

Pour celui qui connaît le peuple géorgien, qui a pénétré sa psychologie, qui s'est familiarisé avec les traits fondamentaux de son caractère national, la question ci-dessus posée ne présentera point de difficulté.

Effectivement ce petit peuple a toujours eu des conceptions religieuses, différentes de celles des autres peuples.

Ayant pris la religion chrétienne et mis dans la nécessité de choisir un dogme parmi les différentes confessions, il se décida. Ayant fait son choix, il ne se lança pas dans de vaines discussions et contradictions, estimant que la substance de l'enseignement de l'Evangile ne repose pas sur le côté dogmatique, mais bien sur la morale divine, sur les principes de l'amour et de la miséricorde, également compréhensibles à toutes les Eglises chrétiennes.

Ne reculant devant aucun sacrifice lorsqu'il s'agissait de défendre sa foi, le peuple géorgien pensait moins aux dogmes de sa religion qu'à la morale chrétienne en général.

Une pareille affirmation pourrait paraître tendancieuse si elle n'était confirmée par des faits empruntés à l'histoire de la Géorgie. Le plus important de ces faits c'est la tolérance complète que professe le peuple géorgien envers les autres cultes et croyances, que ce soit envers les juifs, les musulmans, les païens même, qualité que sont loin de posséder nombre d'autres peuples. Faut-il rappeler qu'il n'est point de peuple qui n'ait sous une forme ou sous une autre persécuté les juifs à une époque déterminée, alors qu'en Géorgie, jamais le peuple géorgien n'a manifesté la moindre tendance d'hostilité envers le peuple d'Israël. Aucun pays n'a accordé plus de liberté à toutes les confessions que la Géorgie, dans tous les temps, aucune religion n'a joui d'un tel degré d'égalité.

Un autre fait, non moins caractéristique dans l'histoire de la Géorgie, c'est l'absence, depuis la conversion du pays au christianisme, de tout sectarisme, conséquence inévitable de la fausse interprétation des doctrines dogmatiques.

L'absence dans le domaine religieux de questions de doctrine, de vaines paroles byzantines, affranchissement de tout esprit de sectarisme, tels sont, en partie, les traits caractéristiques du caractère national géorgien. Mais en dehors de ces traits caractéristiques des Géorgiens, il en est d'autres de non moins intéressants que nous citerons : le Géorgien est un homme, dans le vrai sens du mot et rien de ce qui est humain n'échappe à son âme ; il est aussi sensible au sentiment de colère que tout autre mortel. Or, nul n'ignore que la colère est mauvaise conseillère, que sous son influence se commettent les pires méfaits. Le Géorgien peut tuer ; mais dans les annales judiciaires de la Géorgie on chercherait en vain

le meurtre d'une femme par un Géorgien, un assassinat commis par une femme, un cas de violences ou de mauvais traitements infligés à des enfants.

L'observateur étranger n'a pas été sans remarquer le plaisir qu'éprouve le Géorgien à se trouver en société ; son désir de manifester tour à tour sa joie et sa tristesse, de les faire partager à ses amis, augmentant d'autant cette première manifestation de sentiments et diminuant également d'autant la deuxième, traits par excellence faciles à constater dans la vie usuelle géorgienne.

Cet amour de la société s'explique par la multiplicité des moyens propres à faire passer le temps. L'on devine aisément que les réunions, toujours paisibles et gaies au début se terminent parfois, du fait d'un mot mal placé, par des conflits qui, la susceptibilité et le vin aidant, font sortir les poignards caucasiens de leur fourreau.

Cependant, l'on peut être assuré que si une femme est présente au cours de la discussion, le sang ne sera pas versé ; il suffit, en effet, que les lames brillent pour qu'une femme se jette entre les antagonistes et mette fin à la querelle. Deux ou trois mots de reproche ont suffi pour les désarmer et pour les immobiliser, tant est profond le respect des Géorgiens envers les femmes. Mais n'est-ce là que de l'estime ? Nous croyons plutôt que c'est un sentiment de vénération, un véritable culte qui ne s'est jamais démenti.

Ce n'est pas en vain que le divin poème de Roustaveli chante la femme, sa beauté, sa délicatesse, ses qualités de l'âme qui ennoblissent tout ce qui la touche. Ce n'est pas en vain que ce poème de l'amour, unique en son genre, poème de vaillance, des plus hautes vertus a été pendant plus de cinq siècles

cles l'œuvre la plus populaire, la plus aimée parmi le peuple géorgien. Ce n'est pas en vain, croyons-nous que, au cours des siècles, si ce n'est l'unique exemple dans l'histoire des peuples, tout au moins un exemple assez rare, nous voyons dans la liste des présents composant le trousseau des jeunes fiancées géorgiennes, un exemplaire manuscrit du poème de Roustaveli.

Nous avons voulu, dans ce court exposé, donner une idée de quelques traits de caractère du peuple géorgien. Nous avons entre autres signalé l'extrême tolérance dont fait preuve le

Géorgien par rapport aux convictions et aux opinions d'autrui, son élévation de sentiments et les égards qu'il professe dans ses rapports avec les femmes et les enfants. Nous pensons que ce qui vient d'être dit suffit pour comprendre combien le régime bolchevik, avec son esprit de violence, d'arbitraire et de mépris envers l'âme humaine, est féroce et inhumain, combien est dur pour le Géorgien un pareil état d'esprit qui ne saurait absolument pas convenir aux traits de caractère du peuple géorgien.

JEANZET.

Ayas Ishaki en Europe

Le chef du mouvement national de l'Idel-Oural, Ayas Ishaki est arrivé à Paris après deux années de séjour en Extrême-Orient. Tous ceux qui connaissent cet infatigable champion de la liberté de son peuple, des idéaux nationaux ont accueilli avec joie Ayas bey.

Au cours de son séjour en Extrême-Orient, Ayas bey se donna entièrement à l'organisation de ses compatriotes dont le nombre atteint la quarantaine de mille.

Après de longs et prodigieux efforts, en butte aux intrigues de l'impérialisme russe de toute couleur, il réussit quand même à organiser ses compatriotes, à les grouper autour du drapeau commun de l'indépendance de l'Idel-Oural. Dispersés sur le territoire du Japon, de la Chine et du Mandchoukouo, les Idel-Ouraliens se sont groupés autour du *Milli-Baïrak*, journal créé par Ayas bey et édité par le mouvement national.

A Moukden se réunit le kouroultaï

national idel-ouralien qui eut pour résultat la création d'un « Comité de culture nationale turco-tatare de l'Idel-Oural ». Ce comité dirige actuellement toutes les affaires nationales, culturelles et religieuses des Turco-Tatars en Extrême-Orient. C'est lui encore qui édite l'hebdomadaire illustré *Milli-Baïrak*.

Comme nous l'avons signalé, Ayas bey eut à lutter contre de nombreux obstacles, principalement de la part des milieux russes de toute nuance, assez nombreux en Extrême-Orient pour intriguer contre tout mouvement ayant pour but l'affranchissement des peuples opprimés de Russie. Pour ces Russes, tous les moyens furent bons, mais en dépit de tous ces obstacles, l'énergie d'Ayas bey triompha et il réussit à organiser ses compatriotes.

De nos jours, le mouvement ne cesse de s'accroître, ce qui laisse augurer du succès de l'entreprise.

Cette lutte ébranla sensiblement la

santé d'Ayas bey, mais le repos forcé que lui procura le mois de voyage sur mer rétablit ses forces et il arriva à Paris en parfaite santé.

Le 27 avril, Ayas bey fit une conférence sur la situation en Extrême-Orient. Cette conférence eut beaucoup de succès; elle donna lieu à d'intéressants débats au cours desquels le conférencier prit à nouveau la parole pour fournir toute une série d'explications

aux questions posées. L'assemblée décida l'envoi d'un télégramme de félicitations à la rédaction du journal *Milli Bâirak* et au « Comité turco-tatare d'Extrême-Orient ». En outre, l'assemblée exprima à Ayas bey toute sa satisfaction et sa plus vive sympathie pour l'oeuvre accomplie par ses soins, dans des conditions particulièrement difficiles, parmi les intrigues des milieux russes en Extrême-Orient.

Revue de la presse

UNE NOUVELLE FAILLITE : LA FAMILLE SOVIETIQUE

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est à Hitler que les Russes doivent aujourd'hui d'être un peu moins malheureux, de vivre un peu plus humainement. Telle est la conséquence imprévue, mais parfaitement logique de *Mein Kampf*.

Voici ce qu'écrit, à ce sujet, M. Pierre-A. Cousteau, dans *Je suis partout* :

L'embourgeoisement encore timide de l'U.R.S.S., l'abandon successif des absurdités marxistes, le retour à une conception de plus en plus raisonnable de la vie sociale, tout cela date, en effet, de l'avènement du III^e Reich et l'évolution de la doctrine bolchevique serait incompréhensible si l'on n'avait constamment à l'esprit les problèmes de politique étrangère que pose pour la « patrie socialiste » l'existence d'une Allemagne renouée, bien décidée à se faire une place au soleil.

Face au III^e Reich, la Russie est en état d'alarme permanent. La Patrie est en danger. Elle doit être forte. Elle doit pouvoir compter sur tous ses enfants. D'où les incessantes concessions des utopistes aux nécessités de la nature humaine : dans l'armée, rétablissement de la discipline et de la hiérarchie ; dans l'industrie : travail aux pièces et accentuation de l'inégalité des salaires ; dans l'agriculture : abandon aux paysans prolétariés d'une partie de leurs récoltes ; sur le

front de la religion : conseils de tolérance prodigués aux jeunes Komsomols ; à l'école : retour aux méthodes traditionnelles d'enseignement, résurrection de l'histoire et de la propagande patriotique, etc.

Nous ne prétendons pas que l'U.R.S.S. soit devenue en quelques mois une république bourgeoise. Nous ne pensons pas non plus qu'elle parvienne jamais au stade d'ailleurs périmé de la civilisation libérale. Elle s'achemine plutôt vers une sorte de fascisme slave bien différend du marxisme originel et faisant, dans le cadre d'une dictature camouflée en démocratie, une part équitable aux aspirations traditionnelles du peuple russe et aux exigences de la nature humaine. Tout cela, répétons-le, n'est pas prémédité. Ce retour à la raison s'accomplit par la force des choses, sous la menace de la guerre.

Il faut croire que cette menace est bien vive pour que M. Staline ait décidé de restaurer la famille.

Rappelons-nous ce qu'écrivait Lénine en 1919 :

« Littéralement, nous n'avons pas laissé pierre sur pierre de toutes les lois odieuses sur l'inégalité de la femme, sur les restrictions du divorce et les odieuses formalités qui l'entouraient, sur l'illégitimité des enfants nés hors du mariage, sur la recherche des pères, etc., de toutes ces lois dont

les traces sont encore si nombreuses dans tous les pays civilisés, pour la plus grande honte de la bourgeoisie et du capitalisme ».

Telle était la véritable doctrine communiste : égalité absolue de la femme dans tous les domaines, suppression de la famille en tant qu'organisme social, substitution de l'Etat aux parents pour l'entretien, l'éducation et l'instruction des enfants.

Ces théories, il faut le reconnaître, n'ont jamais été complètement mises en pratique, faute de crédits suffisants. Mais si l'Etat s'est montré incapable d'assurer matériellement les charges dévolues, jusqu'en 1917, aux parents, il n'en a pas moins poursuivi avec une farouche obstination une campagne officielle de démoralisation qui a porté ses fruits. On sait quelles étaient — quelles sont encore pour quelques-unes au moins — les lois régissant les rapports entre sexes : le mariage et le divorce devenus de simples formalités, l'union libre reconnue par la loi, l'avortement légitimé, encouragé par la création de multiples *abortoria*, l'intimité familiale rendue impossible par la création de logements collectifs, l'enfant soustrait à l'autorité paternelle, etc. Les résultats de cette politique se sont révélés tout simplement désastreux. En effet, si certains individus doués de sens moral ont pu s'accommoder sans mal de ce régime, pour la plupart des citoyens soviétiques l'absence de responsabilité légale s'est traduite par un dérèglement insensé. On a revu dans les campagnes et dans les faubourgs des grandes cités industrielles, des troupes d'enfants abandonnés vivant de rapines et parfois aussi du crime organisé. Les premiers *bezprizorni* — ceux de 1919 — étaient les victimes de la guerre civile. Leur existence était la conséquence des désordres inévitables d'une révolution. Ceux de 1936 sont les enfants de l'ordre soviétique, les malheureuses victimes de la famille communiste. La loi, certes, prévoyait que le père devait assurer la subsistance de sa progéniture ; mais comment établir cette responsabilité, comment la faire res-

pecter dans un pays où la population est flottante et où certains citoyens ont contracté officiellement ou non des dizaines de mariages ? La femme « libérée » était la première victime de la législation soviétique. Privée de protection officielle, elle tombait de par sa nature même, qui est d'être faible, sous la domination de l'homme et subissait sans pouvoir se défendre son bon plaisir, ses lubies et son égoïsme. D'où la multiplication effrayante des avortements, tant admirée par nos « penseurs » de gauche.

Cela ne pouvait durer... Le 7 avril 1935, les autorités soviétiques publiaient un premier décret prévoyant la peine de mort pour les criminels à partir de 12 ans. Cela, c'est le premier réflexe de M. Staline, qui instinctivement envisage toujours pour commencer, de recourir à la terreur. Cet ukase se complète le 1er juin 1935 d'un deuxième ukase rétablissant la responsabilité juridique et matérielle des parents. Mais ces mesures qui tendent à limiter les conséquences du mal, sans en supprimer ses causes, ne pouvaient être efficaces. C'est tout le système qu'il fallait reviser et c'est bien ce que sont en train de faire les législateurs de M. Staline.

La nouvelle loi qui va être incessamment promulguée comporte les dispositions suivantes :

1° L'avortement est interdit, sauf dans les cas où l'accouchement mettrait la santé de la mère en danger (ce qui est le cas en France, pays réactionnaire), et des peines de prison draconiennes sont prévues pour les faiseuses d'anges.

2° Le prix d'un divorce passe de 3 à 150 roubles (150 roubles étant le salaire mensuel d'un travailleur, la séparation va donc être impossible puisque nul n'a d'économies) et le consentement des deux conjoints devient indispensable ;

3° Les pères qui abandonnent leurs enfants devront payer jusqu'à 60 % de leur salaire ;

4° Les mariages et les divorces seront inscrits sur le livret de travail.

Cette dernière clause est très im-

portante. La nouvelle loi est en effet préparée par un tir de barrage intensif de toute la presse. La famille est à la mode. Honneur à la mère ! Vive la fidélité conjugale ! Honte aux parents sans enfants et aux maris volages ! Etc., etc. Il est bien évident que le citoyen crédité sur son livret d'une dizaine de mariages sera automatiquement suspect. Cette pression morale va être d'un effet beaucoup plus décisif que les articles du code.

La loi — nous l'avons dit plus haut — n'est pas encore en vigueur. Comme il s'agit d'un renversement total de la politique suivie jusqu'ici, le gouvernement feint de consulter l'« opinion publique ». Toutes les associations sont conviées à faire connaître leur point de vue et les simples citoyens à écrire aux journaux. Par une sorte de miracle assez fréquent dans les casernes, lorsque le colonel demande si la soupe est bonne, tout le monde est enthousiasmé. Pas une critique, pas une fausse note. Des steppes sibériennes aux plages de Crimée et du Caucase à la mer Blanche montent des hymnes à la gloire de M. Staline et, de partout, affluent les adhésions « spontanées ».

Tous ceux qui en ont gros sur le cœur se hâtent de se soulager. On dénonce les mauvais pères, les dons juans de fabrique, les épouses frivoles. Toutes les filles séduites et abandonnées ajoutent leurs propres malheurs à la masse des arguments. La mode est aux histoires d'alcôve, aux confessions publiques, aux « Misérables », à la « Porteuse de pain », aux « Deux Orphelines ».

Jamais aucun reportage de journaliste « capitaliste » n'a contenu, contre la famille soviétique, de réquisitoires aussi accablants que la presse rouge de ces dernières semaines. Soutenu par son « opinion publique » unanime, M. Staline va pouvoir promulguer sa loi ; sa loi qui consacre la faillite de la famille soviétique.

VERS LA DICTATURE DU PROLETARIAT

On lit au *Temps* :

Les théoriciens de la conquête ou-

vière du pouvoir, Georges Sorel en tête, ont parfaitement décrit à l'avance l'inévitable processus en vertu duquel le syndicalisme, après s'être servi des politiciens socialistes, dominés par l'esprit « petit-bourgeois », pour saper la démocratie « inféodée au capitalisme », rejette, avec quelque dédain, ces instruments devenus inutiles, dès qu'il se sent assez fort pour faire directement ses affaires, c'est-à-dire les affaires de la révolution.

Nous assistons au développement de ce conflit aisé à prévoir et facile à suivre. Le parti communiste et la Confédération générale du travail dont les éléments purement syndicalistes, imbus de tradition prudhonienne, poursuivent au moins provisoirement les mêmes fins que les éléments bolchevisants, viennent de démontrer au gouvernement des intellectuels socialistes, encore attachés à un semblant de légalisme et se réclamant du régime parlementaire, que les masses n'ont plus besoin de lui pour atteindre leurs objectifs de lutte de classe. Il apparaît avec une certitude aveuglante que la formation de Front populaire, qui se présentait comme une formation électorale à tendances démocratiques, n'a servi que de paravent à une offensive de grand style en vue d'instaurer en France la dictature du prolétariat. Dupes éternelles, les radicaux ont tout de suite été mis hors de combat. Les socialistes sont en train de subir le même sort. De toute façon, et quoi qu'il advienne par la suite, la victoire remportée par le communisme et le syndicalisme correspond au plus grave échec que le régime parlementaire ait encore subi depuis qu'il existe dans notre pays.

Du *Journal des Débats* :

Ce qui continue de dominer la politique du rassemblement populaire, c'est la manœuvre communiste. Le mouvement de grève révèle une organisation précise qui porte sa marque, laquelle n'a pas l'air spécialement française. Le communisme a obtenu un premier résultat. Si les grèves s'apaisent demain, ce qu'il faut souhaiter, les communistes n'ont pas lais-

sé au ministère le bénéfice de cette conclusion. Ils avaient signifié au gouvernement qu'il était sous leur contrôle. Ils signifieront que les résultats sont leur oeuvre.

Le caractère le plus frappant du ministère Blum, c'est qu'il surgit dans un clair-obscur et indique une éclipse de l'Etat. M. Blum multiplie les appels à la confiance. Il n'a pas de peine à démontrer que les grèves sont bien inutiles, puisque, par avance, gouvernement et majorité sont décidés à donner satisfaction aux grévistes. Mais il ne s'explique pas sur l'autorité, sur la fonction de l'Etat, sur la mission même du gouvernement. L'illegalité de certains actes accomplis est flagrante. M. Blum ne la nie pas. Que devient la loi ? Que devient le régime ? Que devient la Constitution même ? Si les temps nouveaux sont venus et si l'Etat consent à un transfert d'autorité, on devrait bien le dire. On devrait bien dire surtout en faveur de quel pouvoir ce transfert a lieu.

Le *Journal des Débats* ne perd pas son temps à demander aux radicaux ce qu'ils en pensent :

Ils n'en pensent rien. Ils ont joué un jeu dont ils sont les dupes. Le Front populaire était pour eux une formation qui devait amener la victoire du parti radical et sa présence permanente au pouvoir. C'est une affaire complètement manquée.

L'ANGLETERRE ET LE « FRONT POPULAIRE » FRANÇAIS

« L'Angleterre redoute la contagion du Front populaire », mande de Londres, à l'*Echo de Paris*, M. Raymond Lacoste :

On commence à redouter ici que le mouvement révolutionnaire qui se manifeste en France et en Espagne ne soit un fâcheux exemple pour l'Angleterre. Jusqu'à présent, le capitalisme anglais s'était assuré contre les troubles sociaux par une méthode critiquable, en payant, sous forme d'indemnités de chômage des sommes énormes. Ce remède suffira-t-il longtemps ? L'influence croissante de l'extrémisme se manifeste de plus en plus

en faveur du communisme jusqu'à présent soigneusement exclu des trade-unions. La création d'un front commun avec les communistes est maintenant réclamée : Le *Sunday Dispatch* rapporte qu'un des chefs communistes anglais n'a pas dissimulé que, d'ici quelque temps, il fallait s'attendre à une explosion de grèves. « Numériquement faible encore, notre influence dépasse le nombre de nos adhérents. » D'après ce journal, l'or soviétique est largement distribué en Angleterre pour fomenter des troubles, notamment dans les usines de munitions, et des cellules sont constituées partout.

M. Lloyd George estime que « la grève mystérieuse » déclanchée en France nécessiterait de la part du gouvernement des mesures énergiques.

Le *Sunday Times* estime, de son côté, qu'il faut s'attendre à de nouveaux troubles en France et qui peuvent affecter l'Angleterre de deux façons : par une influence indirecte sur la classe ouvrière anglaise et, en second lieu, en provoquant une forte tendance à l'établissement de démocraties européennes où les grèves sont permises, en face des régimes dictatoriaux, communiste et fasciste, où elles ne le sont pas.

M. Scolombes, journaliste anglais connu, compare la France de 1936 à l'Italie de 1936.

Il conclut : « Blum prétend qu'il n'est pas un autre Kerenski, bien qu'il en ait l'éloquence, les hésitations et la vanité, mais il ne peut pas nier qu'il est exactement dans la situation de Brüning en Allemagne et de Giolitti en Italie ; l'un a fait le lit de Hitler, l'autre celui de Mussolini. »

L'ALLEMAGNE, LE DISCOURS DE M. EDEN ET LES DECLARATIONS DE M. LEON BLUM

Au cours de ces jours derniers, la presse allemande a cru devoir remarquer à diverses reprises que le programme du gouvernement de Front populaire était emprunté, en grande partie, au national-socialisme.

Dans son éditorial sur les premiers actes du cabinet Blum, M. Silex, rédacteur en chef de la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, note à son tour que ces actes n'ont rien de révolutionnaire. La France ne fait que rattraper le retard considérable qu'elle a sur d'autres nations dans le domaine social.

Passant à la politique extérieure, l'auteur de cet article observe que les déclarations de M. Léon Blum ont eu un caractère très général.

Il n'est pas plus facile de trouver une nouvelle politique extérieure française qu'il ne l'a été de trouver un ministre des Affaires étrangères. Des deux côtés de la Manche, en Angleterre comme en France, on cherche une politique extérieure neuve. Le point de départ est le même ; il est double ; seul l'accent diffère. L'échec de la Société des Nations dans l'affaire d'Abyssinie doit être digéré ; de même, le fait que l'Allemagne, en rétablissant sa souveraineté militaire dans les pays rhénans, a bouché le trou à l'ouest.

Bien que les socialistes français se soient montrés partisans d'une politique de sanctions, il lui paraît douteux que cette politique soit appliquée. M. Silex estime que la situation de M. Léon Blum est plus simple que celle de ses prédécesseurs. Il ne s'agit plus pour lui d'empêcher une guerre, mais de la liquider. La rentrée de Sir Samuel Hoare dans le gouvernement britannique fortifiera les tendances dans ce sens. Si l'Angleterre liquide elle-même les sanctions, pourquoi M. Blum serait-il plus royaliste que le roi ? A l'égard de la question rhénane, sa position est également plus aisée que celle du gouvernement précédent. Il peut envisager librement un fait accompli dans lequel il n'a aucune responsabilité. Il ne manquera pas d'être influencé par l'attitude de l'Angleterre, qui s'oriente nettement vers le point de vue allemand :

La politique anglaise se rapproche de notre conception lorsque, demeurant fidèle à l'idée d'un collectivisme général, elle cherche à en limiter le risque, conformément à son propre intérêt. Deux foyers se dégagent : l'in-

tégrité de la Belgique et de la France, la protection des voies de communications par la Méditerranée. La liberté historique des mers, désormais périmée, est remplacée par la liberté de la Méditerranée. Moins que personne, les Anglais oublieront que d'amères expériences ont amené cette constatation et, si l'on continue à vanter le collectivisme, une politique plus positive commence à prendre place à côté de ce système : l'entente avec l'Allemagne, que M. Eden prône dans son discours de samedi. Que l'entente avec l'Allemagne donnerait aussi à la France une sécurité définitive, c'est là une vérité dont l'évidence a pu être troublée par les ombres de certains malentendus, mais que tous les événements ont confirmée depuis le discours de paix de M. Hitler, en mai 1933.

Le « *Voelkische Beobachter* » termine un article sur la personnalité et le programme de M. Léon Blum par ces mots :

En politique extérieure, il refuse de prendre la tête d'une croisade réclamée par les émigrants et les deux Internationales contre le fascisme et le national-socialisme. Il a toujours combattu le système de Versailles, l'occupation de la Ruhr et, jusqu'à l'arrivée de M. Hitler au pouvoir, s'est prononcé carrément pour l'entente avec l'Allemagne. Un « *modus vivendi* » avec lui ne paraît pas impossible. Son intention de reprendre l'idée du désarmement effraie ceux qui y sont hostiles, mais non pas l'Allemagne.

Quant à la sécurité collective, dont il est des protagonistes, la discussion de ce problème avec lui ne sera pas nécessairement plus difficile qu'elle ne l'a été jusqu'à présent.

Enfin, la « *Correspondance politique et diplomatique* », organe de la Wilhelmstrasse, fait un parallèle entre la déclaration du gouvernement français et le dernier discours de M. Eden.

Ces deux manifestations, écrit la feuille officieuse, contiennent une profession de foi pour la paix. Ces tendances sont absolument conformes au sentiment allemand. M. Eden a parlé d'engagements que l'Angleterre a été



obligée d'assumer pour « rétablir la sécurité à l'ouest ». Il convient de répondre que, vu du côté allemand, tout conflit avec la France est considéré comme absolument exclu, à moins qu'on ne le provoque de gaieté de cœur par le moyen détourné de dispositions internationales pseudo-défensives, danger que le ministre anglais n'a pas mentionné.

L'Allemagne a toujours laissé clairement entendre qu'elle considère toute tension, où qu'elle puisse se produire, comme une perturbation de la paix générale. En ce sens, l'Allemagne estime comme M. Léon Blum que la paix est indivisible. La politique allemande est également conforme à l'opinion de M. Eden, qui a déclaré qu'on ne saurait faire de restrictions quand il s'agit de s'efforcer de maintenir la paix.

La feuille officieuse reprend ensuite la

thèse selon laquelle les méthodes appliquées pour sauvegarder la paix ont été « ou fausses ou insuffisantes ». Elle affirme que, si les autres puissances avaient désarmé comme l'Allemagne, l'augmentation générale des armements, déployée par M. Eden, eût été évitée. Le réarmement du Reich n'est « qu'une adaptation au niveau des armements des puissances qui n'ont pas voulu exécuter leurs obligations ».

La « Correspondance » estime qu'en matière de désarmement, on ne parviendra à des solutions pratiques que si « on envisage des accords excluant tout privilège et toute réserve au profit de n'importe quelle puissance ou groupement de puissances ».

La politique allemande, conclut-elle, est fermement décidée à contribuer, dans ce sens, à la stabilisation de l'Europe et à prouver ses intentions par des propositions concrètes et pratiques.

CHRONIQUE

CAUCASE DU NORD

L'EXTRACTION DE L'OR DANS LE CAUCASE DU NORD

Dans le Severo-Kavkazski Bolchevik vient de paraître le communiqué suivant du géologue J. T. Kouznetsov :

Depuis deux ans on procède à l'extraction de l'or dans les sables aurifères des vallées du Caucase du Nord. Au cours de l'été de 1935, le trust « Sevkazoloto » a organisé des travaux systématiques pour la recherche des gisements naturels des métaux précieux. Douze équipes de prospecteurs se mirent en campagne. De précieux

matériaux témoignant de la vaste étendue des gisements aurifères dans le Caucase du Nord furent recueillis. La présence de centaines de veines aurifères a été révélée et près de trois mille et demi d'échantillons ont été prélevés aux fins d'analyses. Mais d'ores et déjà l'on peut dire qu'il va falloir faire des recherches sur de vastes espaces de gisements aurifères...

Les trésors que renferment ces montagnes sont innombrables. Il s'agit maintenant de leur prendre tout ce qui est susceptible de faire marcher de nouvelles fabriques afin que le Caucase du Nord devienne l'un des pays les plus favorisés pour l'extraction de l'or.

NOUVELLES PERSPECTIVES D'EXTRACTION DU NAPHTHE

Ce même journal, à la date du 28 janvier 1936, publie un communiqué de M. K. Sokolovski annonçant qu'une conférence s'est tenue à Moscou, chez le géologue académicien Goubkine, au cours de laquelle ont été discutés les résultats des travaux de prospection de la « Groznapt » en 1935.

« Le 19 janvier, écrit M. Sokolovski, au cours de la conférence organisée chez l'académicien Goubkine, principal géologue de la Groznapt, le camarade Brod a présenté un rapport sur les résultats des travaux de prospection effectués en 1935 par la Groznapt, et sur les plans des travaux envisagés dans ce domaine pendant l'année courante et les années à venir.

Le rapport du camarade Brod, aussi bien que les déclarations faites au cours des débats ont souligné tout particulièrement les vastes perspectives d'exploitation de la chaîne du Terek dont la partie occidentale, ainsi que l'ont démontré les travaux de ces dernières années, révèle la présence du naphthe.

Très riche en « or noir » est le rayon de Voznessenski et non moins riche en promesses la découverte par les équipes de la Groznapt en 1935 de la structure de l'Ada-Yourt.

Une grande attention a été accordée aux recherches à entreprendre dans les rayons de Grozno et d'Octobre. Si des forages sont effectués dans le rayon du village d'Aldy l'on peut s'attendre à voir surgir de nouvelles couches de naphthe dans la direction de l'Argoun.

Les recherches effectuées l'année dernière amenèrent la découverte de riches gisements de naphthe dans le

rayon d'Atchi-Sou au Daghestan ; l'existence de plus de cinq couches de naphthe y a été révélée. Actuellement les premiers travaux d'exploitation de ces couches ont commencé ; leur surface occupe plus de 300 hectares.

Le gisement voisin d'Isberbach promet également de donner beaucoup de naphthe.

L'académicien Goubkine a souligné que la Groznapt a, pour la première fois, élaboré un plan géologique de recherches qui permet de concentrer les travaux dans un rayon donné. »

Ajoutons que d'après le journal *Proletari Ossétie* du 21 janvier 1936, des gisements de naphthe ont été découverts dans l'Ossétie du Nord ; on lit :

« Près du Darg-Koh, dans le rayon situé entre le Terek et la Bièlaïa (Ouros-don), l'équipe des recherches charbonnières a découvert des gisements de naphthe. L'ingénieur-communiste Bélov suppose qu'on se trouve en présence de tout un rayon de naphthe. Des échantillons de naphthe ont été apportés à Ordjonikidze (Vladicaucase). L'ingénieur Bélov se rend à Moscou pour faire un rapport au commissariat de l'industrie locale. Les organisations provinciales demandent l'octroi de moyens pour poursuivre ces premiers travaux. »

Citons encore un passage du journal *Molot* du 30 janvier 1936 qui signale la découverte de gisements de naphthe en Adighé occidentale :

« Des recherches qui viennent de prendre fin dans le village cosaque de Toula, il résulte que de riches gisements de naphthe ont été découverts ; les sondes ont rencontré des gaz de naphthe d'une pression de 40 atmosphères. Des travaux préparatoires de forage ont été entrepris ; le premier naphthe est attendu vers le milieu de mai. »

Comme le signale le cam. Ertel, dans la région de Koutaïs, près de Hadijeï, une source de naphte léger a surgi au pied de la montagne « d'Asphalte ». Comme on peut le voir, les réserves de naphte dans le Caucase du Nord ne sont pas en baisse, malgré les méthodes dissipatrices de l'industrie du Gouvernement soviétique.

UKRAINE

LE « SUCCES » DE L'ECONOMIE RURALE SOVIETIQUE

Dans son Bulletin Economique paraissant à Prague (mars), le professeur russe S. Prokopovitch donne une curieuse étude comparative sur le développement de l'économie rurale en U.R.S.S. et dans les pays dits capitalistes, pour la période 1913-1933.

Il en ressort que la surface ensemencée en U.R.S.S. (blé, seigle, orge, riz, avoine, maïs) n'a augmenté, au cours de ces vingt dernières années que de 5,8 %, tandis que dans l'univers entier (sans l'U.R.S.S.) cette augmentation s'est traduite par un chiffre de 17 %, soit trois fois autant.

Plus significatifs encore sont les chiffres concernant l'industrie sucrière. La production mondiale (sans l'U.R.S.S.) est passée de 175 millions de quintaux en 1913 à 267 millions de quintaux en 1933, — marquant une augmentation de 50 %. Pour la même période, les chiffres concernant l'U.R.S.S. sont 14,4 et 11,8 millions de quintaux, — soit une diminution de près de 20 %.

En ce qui concerne l'élevage, l'Europe (sans l'U.R.S.S.) accuse une augmentation du nombre des bovins de 98,8 millions (1913) à 108,1 millions de

têtes (1932). Dans l'univers entier (sans l'U.R.S.S.) cette augmentation a été encore plus sensible : les chiffres respectifs sont de 502 millions et de 565 millions de têtes. Pendant la même période, le nombre des bovins a subi en U.R.S.S. une diminution de près d'un tiers : de 60,3 millions en 1913 il est descendu à 40,7 millions en 1932.

La diminution du nombre des espèces porcines et ovines est encore plus frappante. En 1913, la Russie possédait 18,2 % du nombre total des ovins, tandis qu'actuellement ce chiffre est tombé à 6,5 %.

Ces données, loin de prouver la supériorité de l'économie dirigée des Soviétiques, décèlent, bien au contraire, les ravages terribles exercés par le régime de collectivisation forcée.

LA RATIONALISATION DU TRAVAIL ET LE MOUVEMENT STAKHANOVISTE

Malgré la grande publicité donnée au mouvement déclenché en U.R.S.S. par l'ouvrier Stakhanov, la rationalisation du travail n'a encore obtenu aucun résultat positif. Cette rationalisation n'existe, en effet, qu'en théorie, tandis qu'en réalité le travail s'effectue dans le but d'augmenter indéfiniment la production sans se soucier de sa qualité.

Les périodiques soviétiques *Pour l'Industrialisation, l'Industrie Légère*, d'autres encore, nous en donnent la preuve, faisant ressortir l'insuffisance des résultats obtenus jusqu'ici dans l'industrie par suite de déficience des machines utilisées; le déchet y est également beaucoup trop élevé. Ainsi le journal *Troud* (« Le Travail ») du 27 mars cite le cas de la fabrique de T.S.F. « Maxime Gorki », où le déchet atteint 80 % de la production.

D'autre part, un mouvement anti-stakhanoviste se développe déjà et les journaux signalent des cas prouvant qu'une lutte sourde se trouve engagée.

Ordjonikidze, chef de l'industrie lourde de l'Union, attire l'attention sur l'échec du système dans ce domaine, principalement dans les mines du Donetz, où est né le mouvement stakhanoviste, et constate l'existence de tentatives de sabotage. (*Visty* du 30 mars).

De pareilles tentatives sont également constatées dans l'usine « Frégator » à Odessa. (*Visty* du 18 avril).

Les ouvriers stakhanovistes sont profondément détestés à tel point qu'un kolkhosien, Boreiko, ayant appris que sa femme est stakhanoviste, a voulu la tuer. (*Visty* du 29 mars).

On s'est livré, pour les mêmes raisons, à des voies de fait sur des ouvrières stakhanovistes dans la région de Kharkiv. (*Visty* du 27 mars).

Partout, on poursuit devant les tribunaux les adversaires actifs du système. (*Visty* du 21 mars.)

LE IX^e CONGRES DES JEUNESSES COMMUNISTES (« KOMSOMOL ») de L'UKRAINE

Le journal de langue ukrainienne *Visty* de Kiev, dans son numéro du 17 avril, publie le discours de M. Kossior, secrétaire-adjoint du parti communiste de l'Ukraine, prononcé au IX^e Congrès du Komsomol et consacré à la situation intérieure du pays. Ce dignitaire soviétique y attire l'attention des jeunes communistes sur l'ennemi de classe, toujours dangereux.

Un autre orateur, Andriev, secrétaire du Komsomol de l'Ukraine, en retraçant son histoire, confirme que cette organisation et le parti communiste ont subi une crise aiguë entre 1929 et 1933. C'est seulement grâce au

gouvernement de Moscou, qui a envoyé Postychev en qualité de secrétaire général du parti communiste de l'Ukraine, que le Komsomol peut continuer à exister. (*Visty* du 8 avril).

Un troisième orateur, Fainberg, confirme également que le Komsomol ne se maintient que grâce à la dictature du gouvernement central. (*Visty* du 5 avril).

Nous apprenons de même source les grandes lignes du nouveau programme, invitant les membres du Komsomol à concentrer leurs efforts sur le mouvement stakhanoviste.

D'autre part, la *Pravda* du 12 mars, dans un article intitulé « Le Komsomol et la campagne en faveur des Kolkhoz », constate avec amertume que l'organisation actuelle du Komsomol est incapable de se rendre maître des campagnes.

LES SOVIETS REPRIMENT LE NATIONALISME UKRAINIEN

Le Journal du 6 mai publie une notice émanant de l'Agence Radio que nous reproduisons ci-dessous :

« Plusieurs personnes venant de Kharkiv affirment que la police soviétique aurait procédé à de véritables rafles parmi les gens soupçonnés de nationalisme ukrainien. Presque tous les employés de la gare d'Osnov ont été arrêtés ainsi que des employés de chemin de fer de Kharkiv. Les deux chefs de ce mouvement, Tkatchenko et Litchenko, sont sous les verrous depuis déjà quelques jours, ainsi qu'on le sait déjà. »

« LA RUSSIFICATION DES UKRAINIENS ET DES BLANCS-RUTHENES »

Sous ce titre, le *Neues Wiener Journal* (Vienne) du 5 mai publie une notice d'où il ressort que les autorités

soviétiques procèdent activement, au cours de ces dernières années, à la colonisation par les paysans russes d'une bande de territoire large de 50 kilomètres environ le long de la frontière qui sépare les territoires ethnographiques ukrainiens et blancs-ruthènes.

Ainsi se trouve rompu tout contact direct entre les deux peuples slaves et non-russes les plus importants de l'U.R.S.S. Cette mesure est destinée à affirmer la prédominance de l'élément russe dans le sud-ouest de l'Union soviétique. La langue employée dans les relations officielles entre le gouvernement central de Moscou et ces républiques ainsi que dans l'armée rouge est le russe. L'enseignement de cette langue est obligatoire dans les écoles de l'Ukraine et de la Ruthénie Blanche.

LES KOLKHOZ ET LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Le tribunal de Saratov a condamné à plusieurs années de prison un groupe de paysans accusés d'avoir vendu des terres appartenant au kolkhoz. Cette tendance des paysans à considérer la terre du kolkhoz comme pouvant faire l'objet d'une vente est très caractéristique pour l'état d'esprit de ces « communistes malgré eux ».

LE PREMIER CONGRÈS DES JEUNES SAVANTS DE L'UKRAINE

Le 26 mars a eu lieu, à Kiev, le premier Congrès des jeunes savants de formation soviétique. Quatre cents personnes ont pris part aux travaux du Congrès (*Visty* du 27 mars). Tous les dignitaires du parti communiste et du gouvernement de l'Ukraine soviétique ont assisté à son inauguration, donnant par leurs discours à cette manifestation le sens d'une simple démonstration politique.

LES SOVIETS ET LE TRAITÉ DE LAUSANNE SUR LA DÉMILITARISATION DES DÉTROITS

La presse soviétique (*Visty* du 18 avril) est très favorable au projet d'Angora, concernant la dénonciation par la Turquie des clauses du traité de Lausanne, relatives à la démilitarisation des Détroits.

En réponse à la question posée par la Turquie à Moscou, le gouvernement soviétique déclare qu'il est prêt à prendre part aux pourparlers concernant un nouveau régime des Détroits.

Les véritables intérêts de l'ancien Empire russe, comme de tout Etat successeur, sur la Mer Noire, dictaient et dictent encore une politique de maintien de la liberté des Détroits. La politique actuelle du gouvernement soviétique prouve donc combien les Soviets tiennent à l'amitié de la Turquie et, en outre, comme ils comptent peu sur leurs propres moyens de défense en Mer Noire.

LE 10^e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE SIMON PETLURA

A l'occasion du 10^e anniversaire de la mort de Simon Petlura, président du Directoire et ataman en chef de la République démocratique ukrainienne, assassiné à Paris, le 25 mai 1926, de grandes fêtes commémoratives ont eu lieu dans tous les pays où résident actuellement des Ukrainiens.

Ainsi, à Paris, le 24 mai, en l'Eglise grecque de la rue Bizet, et le 25 mai, en l'Eglise ukrainienne du boulevard Blanqui, ont été célébrés de solennels services pour le repos de son âme.

De nombreuses couronnes ont été déposées sur sa tombe au cimetière Montparnasse de la part du Gouverne-

ment National Ukrainien et des associations ukrainiennes, ainsi que par ses amis personnels ukrainiens et étrangers.

Une réunion commémorative a eu lieu, sous les auspices de la Bibliothèque ukrainienne Simon Petlura, dans l'après-midi du 24 mai. Au cours de cette réunion, plusieurs discours ont été prononcés et des chœurs ukrainiens se sont fait entendre.

LA MORT

DU Dr EWALD AMMENDE

La mort de M. Ewald Ammende survenue à Pékin, au cours de son voyage en Extrême-Orient, a fait naître une vive émotion dans la presse ukrainienne.

En sa qualité de secrétaire général du Congrès des Minorités, M. Ammende a toujours appuyé les revendications des minorités ukrainiennes. Mais c'est surtout son activité très énergique au moment de la famine de 1933-1934 en U.R.S.S. et spécialement en Ukraine, qui lui a valu la reconnaissance des Ukrainiens. L'ouvrage qu'il a consacré à ce douloureux sujet a été signalé dans notre Bulletin du 27 janvier 1936 (N° 154).

BIBLIOGRAPHIE

« *La constitution ukrainienne* ». Une brochure de M. André Jakovliv sur la constitution de la République démocratique ukrainienne, a paru en langue ukrainienne.

Dans un exposé très serré et clair, l'éminent juriste donne l'analyse de la constitution ukrainienne, telle qu'elle fut conçue en 1917-18, ainsi que de son application durant les années suivan-

tes. Le professeur Jakovliv considère que la continuité du pouvoir n'a jamais été interrompue malgré les tragiques changements survenus en Ukraine. Le gouvernement national se trouvant en exil peut être considéré comme successeur légal des gouvernements nationaux qui ont existé en Ukraine depuis 1917. Quant au gouvernement soviétique, M. Jakovliv le qualifie de pouvoir d'occupation militaire moscovite.

« *Les cinq années d'existence de l'Institut Scientifique Ukrainien à Varsovie* ». Ce petit volume de 24 pages contient le résumé de l'activité de l'Institut Scientifique Ukrainien à Varsovie. Cet institut, dirigé par le professeur A. Lotocki, développe une activité féconde ayant déjà publié près de 30 volumes de ses « Travaux », principalement des monographies, sur les diverses questions concernant l'Ukraine et faisant paraître actuellement une édition complète et critique des œuvres de T. Chevtchenko, en 16 volumes. En outre, l'Institut organise des conférences publiques et par T.S.F., participe aux congrès scientifiques internationaux, collabore avec des institutions analogues en Pologne et à l'étranger, accorde des bourses d'études, etc... Il possède une bibliothèque qui devient, à Varsovie, le centre où se trouve rassemblé le plus grand nombre d'ouvrages en langue ukrainienne consacrés à l'Ukraine.

LA SEMAINE UKRAINIENNE A MOSCOU

La presse soviétique consacre beaucoup de place à une série de représentations qui ont été données à Moscou par l'Opéra Ukrainien de Kiev. A l'occasion de ces spectacles, Staline, entouré des dirigeants du parti et des membres du gouvernement, a reçu solennellement au Palais du Kremlin les délégations ukrainiennes d'artistes,

d'écrivains et de musiciens. Au cours de la réception, M. Lubtchenko, président des commissaires du peuple de l'Ukraine soviétique, a prononcé une allocution à laquelle le maréchal Vorochiloff a répondu en faisant l'éloge de l'art ukrainien. Les artistes ukrainiens ont reçu des décorations et ont été comblés de cadeaux. D'importantes sommes ont été allouées pour les besoins du théâtre et le développement des arts ukrainiens.

Ces spectacles de l'Opéra Ukrainien ont également obtenu un vif succès auprès du public moscovite.

Il faut croire que ces manifestations officielles ont pour but d'apaiser l'esprit d'opposition des Ukrainiens. Leur caractère grandiose laisse supposer que vraiment le pays donne de sérieuses inquiétudes au gouvernement soviétique. La situation internationale y est aussi, peut-être, pour quelque chose.

Le lecteur étranger, apprenant ce déplacement des artistes ukrainiens à Moscou pourrait en conclure que ceux-ci se sont ralliés aux maîtres actuels de l'Ukraine. En réalité, une « invitation » de venir à Moscou ne peut être considérée autrement que comme un ordre, et si un artiste avait refusé de s'y rendre, un voyage en Sibérie ou aux Solovkis lui aurait été imposé.

COMMEMORATION DE LA MORT DE CHEVTCHENKO PAR LES AUTORITES SOVIETIQUES

Les 9 et 10 mars, toute l'Ukraine a commémoré le 75^e anniversaire de la mort de Taras Chevtchenko.

En Ukraine soviétique, à l'Académie des Sciences, de nombreux discours ont été prononcés dans lesquels les orateurs officiels s'efforçaient de présenter le grand poète non pas comme le barde national luttant pour la liberté de son pays, mais comme le premier « léniniste » et agitateur communiste ukrainien. Il est à signaler que toutes les oeuvres du poète à tendance antirusse sont interdites et ce ne sont que des éditions expurgées

par la censure soviétique qui circulent en Ukraine.

LA COMMEMORATION DE CHEVTCHENKO A VARSOVIE

Sous les auspices de l'Institut Scientifique Ukrainien, dans la grande salle des fêtes de l'Université de Varsovie a eu lieu, le 15 mars écoulé, une réunion solennelle à l'occasion du 75^e anniversaire de la mort de Chevtchenko. M. Alexandre Lotocki, directeur de l'Institut, et M. Roman Smal-Stocki, secrétaire général, ont prononcé des discours sur l'oeuvre patriotique et littéraire du poète national ukrainien. Un programme musical des plus choisis s'est déroulé ensuite devant une assistance nombreuse composée de hautes personnalités ukrainiennes et polonaises.

Parmi les personnalités présentes : S. B. Mgr Denis, Métropolite de l'Eglise Orthodoxe en Pologne, le président du Sénat et le vice-président de la Diète, le ministre de l'Instruction publique et des Cultes, le sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, les représentants des divers ministères, le préfet de Varsovie, le vice-recteur de l'Université, de nombreux sénateurs et députés ukrainiens et les membres les plus en vue de la colonie ukrainienne à Varsovie.

LA II^e INTERNATIONALE ET L'UKRAINE

Le parti social-démocrate ukrainien qui est membre de la II^e Internationale a présenté au Comité Exécutif un mémoire où il combat les thèses prosoviétiques de M. Otto Bauer au sujet de la possibilité d'une guerre. Dans ce mémoire publié par le *Social-Démocrate*, organe du parti social-démocrate ukrainien (No XVII, 1936), on peut lire :

« La II^e Internationale ferait une grave erreur de baser ses espoirs sur une nouvelle guerre mondiale qui consacrerait le triomphe de la révolution sociale avec l'aide de l'U.R.S.S. Le parti social-démocrate ukrainien n'admet pas les thèses glorifiant le « socialisme soviétique » qui n'est, en réa-

lité, que la forme la plus abominable du capitalisme d'Etat, de la bureaucratie et de l'exploitation illimitée des travailleurs. Nous ne pourrions jamais suivre M. Bauer dans cette voie et renoncer ainsi au droit de notre peuple à disposer de son sort. Pour nous ce serait équivalent à un suicide politique. Les partisans de M. Otto Bauer considèrent Staline, ce tyran sanglant, comme le futur libérateur du prolétariat mondial. Le parti social-démocrate ukrainien ne se ralliera jamais à une thèse pareille. »

L'U.R.S.S. ET LA GUERRE

Le Trident du 29 mars analyse dans son éditorial les conséquences des événements du 7 mars et constate que ni la France, ni l'Allemagne ne veulent vraiment la guerre. Il n'y a que l'U.R.S.S. qui ne désire pas un dénouement pacifique de la crise actuelle, car un conflit armé en occident, auquel les Soviets pourraient ne pas participer, rendrait pour longtemps impossible toute agression allemande contre l'Union Soviétique. D'autre part, une guerre européenne ouvrirait un vaste champ d'action au Komintern qui en profiterait pour semer à travers l'Europe bouleversée des germes de révolution et d'anarchie.

Dans la même revue, un article daté du 15 mars pose la question pourquoi les Soviets déplorent-ils la dénonciation unilatérale du traité de Locarno, oubliant qu'ils exercent leur domination sur l'Ukraine et sur d'autres pays précisément grâce à la violation des traités librement consentis.

ESPRIT D'OPPOSITION EN UKRAINE

Les dirigeants soviétiques annoncent fréquemment la « liquidation » définitive des éléments ukrainiens appartenant à l'opposition nationaliste et anticommuniste, mais, quelque temps après, ils sont obligés de constater à nouveau que l'opposition existe toujours. Ceci nous est confirmé par des faits cités par la presse soviétique. Par exemple, les *Visty* du 5 mars signalent qu'un kolkhose près de Vinnytzia était entre les mains des « pétluriens » qui y sabotaient tout le travail. Le journal assure naturellement que des mesures sérieuses vont être prises pour punir les coupables.

D'autre part, les mêmes *Visty* du 20 janvier ont publié un discours de Kossior, membre du gouvernement de l'Ukraine soviétique, sur les résultats de la nouvelle campagne d'épuration du parti communiste de l'Ukraine ; la proportion des exclus s'élève à 10 %.

« Vous voyez, ajoute Kossior, que la situation en Ukraine est très grave, car les contre-révolutionnaires y sont plus actifs que dans les autres parties de l'Union. » L'esprit d'opposition est particulièrement fort chez les paysans qui restent toujours hostiles au régime de la collectivisation. Ceci est confirmé par le compte rendu du parti communiste de l'Ukraine, publié par les *Visty* du 29 février et qui constate que, dans la région d'Odessa, la population ne cesse pas de lutter contre le communisme, en excluant des communautés agricoles tant les membres militants que les adhérents au parti communiste ; 12.885 communistes ont été exclus de cette façon.

E5114E
1936

Édition et Imprimerie
Rapide de la Presse
O. ZELUK
5, rue Saulnier, Paris

Saulnier, P.

Saulnier